

La Lutte des classes, Barta

Sommaire :

- [No 12 La lutte de classes 24 avril 1943 : Seuls les Etats-Unis socialistes peuvent empêcher l'Europe, balkanisée par Hitler, de devenir une " sphère d'influence " américaine !](#)
- [Deuxième front " et action prolétarienne](#)
- [Supplément au n° 13 La lutte de classes 1er juin 1943 : Appel aux ouvriers communistes](#)
- [N° 16 La lutte de classes 4 août 1943 : le régime fasciste s'effondre en Italie, les ouvriers italiens nous montrent la voie !](#)
- [N° 18 la Lutte de classes 10 octobre 1943, les leçons d'Italie](#)
- [N° 25 La lutte de classes 23 février 1944, défense des « terroristes »](#)
- [N° 31 La lutte de classes 22 juin 1944 : qui l'emportera ?](#)
- [N° 33 La lutte de classes 22 juillet 1944. Que se passe-t-il en Allemagne ? Pourquoi les généraux ont essayé d'abattre Hitler](#)
- [Tract d'Août 1944 : camarades communistes !](#)
- [N° 40 La lutte de classes 12 décembre 1944](#)
- [N° 44 La lutte de classes 21 février 1945, La Pologne entre la tombe et la prison...](#)
- [N° 47 La lutte de classes 21 mai 1945, le sang coule en Afrique du nord](#)
- [N° 48 La lutte de classes 11 juin 1945, l'Allemagne, image de notre avenir capitaliste](#)
- [N°49 La lutte de classes 11 juillet 1945 : A qui profite le chauvinisme ?](#)

No 12 La lutte de classes 24 avril 1943

Seuls les Etats-Unis socialistes peuvent empêcher l'Europe, balkanisée par Hitler, de devenir une " sphère d'influence " américaine !

Maintenant que se déroule en Tunisie la dernière phase d'une lutte dont tout le profit est la " gloire " acquise par les généraux Rommel et Montgomery et dont les pertes se soldent par des dizaines de milliers de morts et de blessés et par des destructions immenses au détriment des populations Nord-Africaines, maintenant que le rêve impérialiste allemand de domination mondiale a été dissipé par la résistance victorieuse de l'URSS aux assauts du capitalisme allemand, maintenant que l'Europe est de nouveau sur le point de devenir le prochain champ de bataille, c'est le sort des peuples européens qui va se jouer dans les prochains mois...

Comme autrefois les rois, les capitalistes impérialistes " nous assaillent de victoires " (l'Internationale). " Les plus grandes victoires de l'histoire " n'ont pas plus servi au peuple allemand que " la victoire " alliée de 1918 aux peuples de l'Entente. Mais les deux camps impérialistes en présence (l'Axe - Etats-Unis et Angleterre) s'efforcent de faire durer le plus possible le massacre et d'atteindre leurs buts de brigands par le poison de la gloire, fruit des plus terribles de l'histoire de la société divisée en classes.

Il n'est plus besoin aujourd'hui, comme au lendemain de juin 1940, de dénoncer l'impérialisme allemand et le fascisme comme nous le fîmes au moment où il fut accueilli favorablement, grâce à la " victoire " et à la bienveillance que certains lui montraient en tant qu' " allié " de l'URSS : tout le monde a pu expérimenter sur son propre dos le fascisme, comme le plus authentique produit du capitalisme. Contre la machine de guerre allemande il s'agit aujourd'hui seulement de renforcer de plus en plus la lutte prolétarienne.

C'est la propagande alliée qu'il nous faut dénoncer, car elle s'appuie sur les crimes innombrables du militarisme italo-allemand pour présenter sa propre action comme une lutte " *libératrice* ". De quel genre de libération s'agit-il ? Nous l'avons dit dans notre numéro précédent : le même genre de libération que celle accomplie par Hitler. Celui-ci a " *libéré* " l'Allemagne du traité de Versailles en transformant les soldats allemands en garde-chiourme d'autres peuples. Churchill a remplacé lui aussi la Charte mensongère de l'Atlantique comprenant " *le droit des nations de disposer d'elles-mêmes* " par un programme super-versaillais comprenant l'occupation indéfinie des pays " *responsables de la guerre* " (sic). Il y a cependant une " *différence* " : Hitler se vante que l'Europe balkanisée recevra indirectement quelques miettes de la " *grandeur* " de l'impérialisme allemand, du fait que celui-ci se trouve sur le continent. Churchill proclame la domination du monde par quelques nations dont aucune ne se trouve en Europe. Balkanisée sous Hitler ou " *sphère d'influence* " américaine, voilà l'effet certain du maintien du capitalisme sur l'Europe.

Cette perspective impérialiste, nous l'avons dénoncée dès novembre 1940 " *en essayant d'agrandir la part de l'impérialisme allemand dans une Europe déjà appauvrie Hitler a consommé la ruine du continent. Et avant que Hitler ait vaincu l'Angleterre, l'Amérique réduira le vieux monde à la portion congrue... Sur des bases capitalistes la voie est fermée à un relèvement de l'Europe* ". Nous lui avons opposé, à cette perspective, la perspective socialiste qui seule peut permettre, par l'auto-détermination absolue et la collaboration pacifique de tous les peuples dans une Europe purgée de la domination bourgeoise, le relèvement économique du continent à un degré inconnu auparavant et faire ainsi échec aux plans des impérialismes allemand et américain. La tâche du prolétariat était et reste, non d'attendre le salut de sauveurs par trop intéressés, mais de chasser lui-même " *ceux qui ont morcelé l'Europe, prendre le pouvoir pour unifier cette dernière et créer les Etats-Unis socialistes d'Europe* ". La lutte commune des travailleurs de tous les pays d'Europe devait et doit faire échec à l'impérialisme, ses guerres, son exploitation et son oppression.

L'accroissement du danger militaire pour l'Axe qui est en train de perdre, après les défaites cuisantes subies au cours de la campagne d'hiver en URSS, ses positions en Afrique et qui doit s'attendre pour les mois à venir à des assauts peut être décisifs, a augmenté à l'extrême la tension intérieure en Allemagne, en Italie et dans les pays occupés. La guerre, qui a atteint son point culminant tant en largeur qu'en profondeur, a rendu la situation particulièrement précaire en Europe, entre autres parce que c'est en Europe que relativement la chute du niveau de vie a été le plus sensible.

Dans ces circonstances la tâche de l'Etat-major allemand n'est plus simplement de se maintenir ou de remporter des " *victoires* " sans lendemain en URSS. Pour empêcher la désagrégation intérieure du système d'oppression instauré par l'Axe en Europe, il faut que l'impérialisme allemand se débarrasse au moins de son principal adversaire, c'est-à-dire il lui faut briser la résistance de l'Armée Rouge. Mais ce qui n'a pas été possible en 1941 ou en 1942, est encore moins probable en 1943. Ainsi se crée une situation favorable pour l'action révolutionnaire sur le continent.

" Deuxième front " et action prolétarienne.

Depuis l'alliance avec l'impérialisme anglais, Staline, suivant la pratique introduite par la bureaucratie, a disposé du mouvement ouvrier dans les pays capitalistes en faveur de ses alliés temporaires. En France il a abandonné la direction de la " *nation* " (du prolétariat) *au mouvement " colonialiste et impérialiste "* (tract stalinien de juin 1941) de de Gaulle, tout comme dans les autres pays occupés il l'a abandonné aux différents de Gaulle nationaux, agents de l'Angleterre impérialiste. C'est ainsi que depuis le conflit à l'Est le parti " *communiste* " a abandonné le prolétariat en tant que classe à son

propre sort : le salut devait venir du deuxième front et de la victoire des " *démocraties* ". Ainsi Staline sacrifiait délibérément les ouvriers au nom de sa soi-disant " *défense de l'URSS* ".

Mais les événements ont montré, comme nous n'avons pas cessé de le répéter, que les véritables plans des alliés concernant l'URSS c'est de vaincre non pas avec l'Union Soviétique, mais contre l'Union Soviétique, dont l'affaiblissement est recherché par les impérialistes alliés en même temps que l'affaiblissement et la défaite de l'Allemagne. Ce fait fondamental est illustré dernièrement par l'offensive alliée en Tunisie, déclenchée après que l'Etat-major allemand ait contenu l'offensive soviétique d'hiver et même repris Kharkov. Pour menacer leurs alliés bourgeois de l'activité de la classe ouvrière et faire pression sur eux en faveur de l'URSS, les stalinien, avec leur manque de scrupules habituel, font semblant de changer de position en écrivant dans la *Vie Ouvrière* du 14/3/1943 :

" *Ce qui est vrai, c'est que le retard à constituer le deuxième front, alors que les circonstances sont si favorables, l'amène (la classe ouvrière) à envisager qu'elle sera le principal instrument de sa propre libération* ".

Et l'article en question fait appel à la création de comités d'unité syndicale.

Cet appel à l'organisation et l'activité *en tant que classe* des ouvriers, qui n'est qu'une " *tactique* " (c'est-à-dire une tromperie) dans l'intention des stalinien, doit être transformé par les ouvriers en une activité énergique de réorganisation des organismes illégaux économiques et politiques prolétariens, sous leur propre contrôle. Il ne faut pas un instant oublier que la disparition des organes de la classe ouvrière n'est pas seulement due à la répression bourgeoise mais aussi à l'abandon par le Parti stalinien du front de classe.

La situation du mouvement ouvrier en France à la suite des déportations qui ont privé les usines des éléments les plus jeunes et les plus actifs, n'est pas facile ; mais il faut considérer la situation d'ensemble sur tout le continent européen dont les ressources humaines et matérielles sont subordonnées à la machine de guerre italo-allemande. Ce qui est un moins pour la classe ouvrière d'un pays peut constituer un plus pour l'ensemble du mouvement. Des millions de jeunes ouvriers de tous les pays occupés ou alliés, transportés en Allemagne sous la pression des nécessités militaires, ont créé dans ce pays une situation sans précédent pour la lutte révolutionnaire. En cas de conflit ouvert entre la bourgeoisie et le prolétariat en Allemagne, à la faveur d'une crise militaire par exemple, les ouvriers déportés se trouveront tout naturellement soudés à la lutte menée par les ouvriers allemands contre leur bourgeoisie. Un nombre considérable de prisonniers de tous les pays se trouvant dans les camps allemands se rallieront à la lutte des ouvriers qui les auront libérés. Ainsi, l'union des ouvriers de tous les pays dans une lutte commune peut être facilitée par les mesures même qui devaient l'anéantir.

Il ne faut donc aucunement attendre passivement que le mouvement ouvrier commence ailleurs (Allemagne, Balkans, etc.) parce qu'en France la classe ouvrière a été décimée par les déportations : l'Europe est un immense dépôt de poudre où il suffit d'une étincelle révolutionnaire sur n'importe quel point du continent pour que la révolution prolétarienne s'étende aux endroits les plus favorables à cette lutte.

Les mois qui viennent doivent être le point de départ de la reprise des traditions de lutte du prolétariat français. Il faut en finir avec la passivité, le débrouillage individuel et le petit commerce ; le destin historique de la classe ouvrière c'est de se libérer elle-même en libérant l'humanité tout entière. Il sera accompli par une classe ouvrière audacieuse qui repoussant toutes les illusions impérialistes, sait qu'elle n'a que ses chaînes à perdre et un monde à gagner.

Les efforts des ouvriers doivent être dirigés en premier lieu vers l'organisation de classe, syndicats et organisation politique pour la lutte anticapitaliste, pour le droit à la vie et aux libertés élémentaires. Il faut tendre vers l'armement du prolétariat pour ôter à la bourgeoisie le monopole des armes qui lui permet de disposer du sort de l'ouvrier. Il faut unir son sort au sort des ouvriers des autres pays et vaincre avec eux l'impérialisme fauteur de guerres et de misère.

Vivent les Etats-Unis socialistes d'Europe et du monde !

Supplément au n° 13 La lutte de classes 1er juin 1943 : Appel aux ouvriers communistes

Camarades,

En pleine guerre impérialiste et sous la pression des capitalistes de Londres et de Washington, Staline, qui depuis longtemps avait transformé la IIIe Internationale d'instrument de la révolution mondiale socialiste en objet de marchandages diplomatiques, désavoue l'Internationale elle-même en tant qu'instrument d'émancipation de l'humanité de la guerre et de l'oppression.

Grande est la joie dans le camp de l'impérialisme " *démocratique* " qui proclame la faillite de l'internationalisme prolétarien et exalte la patrie " *éternelle* " (capitaliste). Et Staline s'empresse de déclarer au correspondant de l'agence Reuter à Moscou que la " *dissolution de l'Internationale.., prépare les voies pour l'association des peuples basée sur l'égalité* ".

Mensonges impudents que les prétentions des impérialistes " *démocratiques* " et de leur valet Staline. Quel est l'ouvrier qui ne sache pas que l'Internationale a été créée précisément non seulement pour l'émancipation du prolétariat de la bourgeoisie, mais aussi, en vue de cette émancipation, pour réaliser l'égalité entre toutes les nations ? Quel est le militant communiste qui ne sache pas que le fondement du léninisme c'est précisément l'incompatibilité du capitalisme actuel (le capitalisme impérialiste des monopoles) avec une " *association des peuples basés sur l'égalité* " ? La guerre impérialiste de 14-18 et la présente guerre impérialiste n'ont-elles pas démontré pratiquement cette incompatibilité ? La victoire d'un camp impérialiste sur l'autre (victoire alliée en 1918, victoire de Hitler en 1940) peut-elle être autre chose qu'une exploitation renforcée du prolétariat et une oppression des nations les plus faibles par la bourgeoisie des pays impérialistes les plus forts ? Toute notre lutte jusqu'à maintenant n'a-t-elle pas été précisément de démontrer que seul l'internationalisme prolétarien dont l'instrument est l'Internationale peut permettre à chaque exploité d'avoir réellement une patrie à lui ? Que la patrie où l'ouvrier est exploité par le capital et où il peut crever de faim, c'est la patrie du capitaliste et non la sienne propre ? Que la seule base de l'union fraternelle des peuples ce sont les Etats-Unis socialistes d'Europe et du Monde et non pas des " *patries* " capitalistes isolées et ennemies ? En dissolvant la IIIe Internationale soi-disant pour démontrer que le " *bolchevisme* " ne s'immisce pas dans les affaires des nations, Staline ne passe-t-il pas ainsi dans le camp des calomnieurs de l'internationalisme prolétarien.

Camarades,

Les brigands impérialistes chantent trop tôt victoire. Comme aux siècles passés la monarchie, de nos jours l'internationalisme ne meurt jamais, car la lutte de classes ne s'arrête jamais. à la IIIe Internationale morte succède la IVe internationale.

Du sein même de la IIIe Internationale, en s'opposant à la direction officielle dans toutes les questions où celle-ci s'éloignait des intérêts de la classe ouvrière, est née depuis 1924 le courant internationaliste

qui constitua en 1928 l'Opposition communiste de gauche ("*trotskyiste*"). Quand en 1933 la faillite de la IIIe Internationale sous la direction de Staline devint évidente par la catastrophe allemande, l'opposition de gauche proclama la nécessité de la création de la nouvelle Internationale, la Quatrième. Car la lutte de classe, base de la société capitaliste, rend nécessaire à chaque instant au prolétariat l'existence d'un Parti prolétarien sans lequel ses luttes sont vouées à l'échec. La IVe Internationale ne fait que continuer les véritables traditions de la IIIe Internationale du vivant de Lénine. Sa base politique est constituée par les Thèses et les Résolutions des quatre premiers Congrès de l'I.C. (1919-20-21-22). Que chaque communiste digne de ce nom étudie ces thèses et les compare avec les bases programmatiques de la IVe Internationale ; il deviendra alors évident que celle-ci continue celle-là, que depuis 1933 la IVe Internationale représente la continuité révolutionnaire de la lutte de classes et que le communisme à jamais vivant aux cœurs des exploités possède contre la bourgeoisie le drapeau sans tâche aucune de l'Internationale.

Camarades,

Par leur concert de manœuvres, de marchandages et de comédies diplomatiques sur le dos des peuples, les impérialismes anglais, américain, allemand, italien et la bureaucratie conservatrice soviétique, essaient d'empêcher que la voix de la IVe Internationale arrive aux ouvriers et aux opprimés de tous les pays. Car la IVe Internationale est la négation même de ces pratiques issues de la société de classe, elle lutte pour le renversement du vieux monde pourri et pour l'avènement de la nouvelle société socialiste, sans diplomatie, sans marchandages, et sans les "*comédies*" sanglantes de la guerre.

Mais si au cours même de cette guerre le prolétariat n'intervient pas lui-même dans la lutte avec ses buts et son véritable drapeau, le drapeau du communisme, alors l'impérialisme ira plus loin dans son œuvre contre-révolutionnaire et contraindra la bureaucratie de mettre fin également à l'économie planifiée de l'URSS, détruisant ainsi l'œuvre fondamentale de la révolution d'Octobre 17.

Camarades,

Le devoir vis-à-vis de la classe ouvrière est le devoir suprême de tout militant ouvrier. Quand il devient évident que le Parti auquel on était attaché par toutes ses fibres et auquel on était prêt à sacrifier à chaque instant sa vie renonce aux buts permanents de la classe ouvrière (sous quelque prétexte que ce soit), alors on ne peut plus continuer à fermer les yeux, à s'endormir avec des "*raisonnements*". Il faut immédiatement tirer la conclusion pratique fondamentale : la rupture avec l'opportunisme, pour l'orientation immédiate vers la recherche théorique et pratique d'un milieu révolutionnaire nouveau, sous peine de trahir le prolétariat, sous peine de trahir sa propre vie de communiste.

Camarades,

Nous disions en novembre 1940 tout militant honnête qui ne veut pas rester impuissant devant la guerre et le fascisme (dont les méthodes se sont étendues à tous les pays capitalistes), doit adopter les principes théoriques de la IVe Internationale, héritière des meilleures traditions révolutionnaires des trois précédentes Internationales. Nous disions aussi qu'il y aurait en France un Parti révolutionnaire seulement quand des centaines et des milliers d'entre vous prendront conscience du rôle politique du stalinisme et deviendront les champions de la nouvelle Internationale. La IIIe Internationale est morte depuis longtemps. Le désaveu formel de Staline sous la pression de l'impérialisme est le dernier coup donné aux masses de tous les pays pour lesquelles la IIIe Internationale restait encore le symbole de la solidarité des ouvriers de tous les pays. Reconstruisons

ensemble le véritable Parti prolétarien, qui, bannissant de son sein le réformisme et le stalinisme, sera le guide révolutionnaire de la classe ouvrière. Réveillons d'abord sur le terrain de l'usine l'activité des meilleurs éléments de la classe ouvrière en vue de l'organisation de celle-ci pour les luttes qui approchent, luttes qui secoueront de fond en comble le vieil édifice capitaliste et qui, en réveillant la classe ouvrière à une activité révolutionnaire nouvelle, balaieront de la scène politique les éléments pourris de ce qui reste de la IIe et de la IIIe Internationale. En avant pour le nouveau parti révolutionnaire ! Vivent les Etats-Unis socialistes d'Europe ! Vive la Quatrième Internationale !

Juin 1943 Groupe Communiste (IVe Internationale)

N° 16 La lutte de classes 4 août 1943

Les ouvriers italiens sont les premiers dans la présente guerre, à qui revient l'honneur d'avoir suivi la voie tracée par Lénine pour arriver à la vraie paix : "transformer la guerre impérialiste en guerre civile".

Le régime fasciste s'effondre en Italie, les ouvriers italiens nous montrent la voie !

Depuis 21 ans le prolétariat italien était courbé sous le joug de Mussolini et de ses bandes armées au service de la bourgeoisie italienne. Pourquoi les ouvriers italiens qui en 1919 étaient à la tête de la lutte révolutionnaire en Europe, qui avaient occupé les usines et les avaient mises en marche sous leur propre contrôle et qui ne furent vaincus que par la trahison des réformistes, ne réussirent-ils pas à secouer la dictature fasciste ? C'est que les victoires successives de la réaction en Pologne (1927), en Allemagne (1933), en Autriche (1934), en Espagne (1939) et un régime de dictature instauré dans toute l'Europe, leur avait fermé toute possibilité de révolte.

Mais le mécontentement du prolétariat et des masses populaires en Italie grandissait de plus en plus contre le régime pourri de Mussolini et n'attendait que la première occasion favorable pour se manifester. Quand en 1940 Mussolini aux ordres du grand capital, entraîna le peuple italien dans la guerre impérialiste, les masses montrèrent peu d'empressement à se battre pour les intérêts de la bourgeoisie italienne et pour la gloire de Mussolini. Les désastres militaires subis par l'Italie impérialiste depuis le début de la guerre ont amené au paroxysme les contradictions intérieures engendrées par le régime et l'exploitation patronale accrue. Des grèves ont éclaté en Italie pendant la campagne de Tunisie. Avec le débarquement des impérialistes alliés en Sicile, le prolétariat italien ne pouvait qu'intensifier sa lutte, l'étendre et poser des revendications de plus en plus hardies. Dans ces circonstances, pour ressaisir la situation intérieure et pouvoir manœuvrer plus librement entre les différents impérialismes en guerre (éventuels changements diplomatiques), la bourgeoisie italienne s'est servie du roi d'Italie pour effectuer une "*révolution de palais*" et s'est débarrassée de Mussolini.

Mussolini parti, les masses sont entrées immédiatement en action. Le régime fasciste s'est complètement effondré. Cette victoire du peuple italien sur ses propres oppresseurs a rempli de joie dans le monde entier les exploités et les opprimés, elle montre la voie à suivre pour conquérir les libertés, pour conquérir le droit de vivre en mangeant à sa faim, pour mettre fin à la guerre.

A travers les informations tronquées, arrangées, intéressées, de la radio "*alliée*" et "*neutre*", les événements d'Italie parlent un langage suffisamment clair pour qu'on ne puisse pas se méprendre sur leur sens. Ce sont les masses ouvrières qui par des grèves puissantes, dans les villes industrielles du Nord notamment à Milan, appuyées par tout le mécontentement populaire, ont précipité, après la démission de Mussolini, la chute du fascisme. Ce sont les masses qui ont manifesté devant les prisons, qui ont contraint Badoglio à consacrer officiellement la libération des emprisonnés politiques, qui ont

libéré elles-mêmes des détenus politiques du régime là où " *l'action* " gouvernementale se faisait attendre. C'est l'action des masses qui a pratiquement redonné la vie aux différents partis politiques, malgré l'interdiction gouvernementale de tout parti. Si les grèves ont cessé actuellement devant les mesures draconiennes prises par le gouvernement, elles ne pourront que recommencer au fur et à mesure que les masses prolétariennes et les soldats auront fraternisé pour des buts communs. Ouvriers et soldats doivent résoudre en Italie, avec la question du régime, la question fondamentale de la paix. Des fraternisations entre ouvriers et soldats auraient déjà eu lieu, la troupe ayant refusé de tirer sur les grévistes. Radio Londres parle de la création de comités d'ouvriers et même de soldats. S'il s'agit de comités élus par les ouvriers et les soldats, cela signifie que les masses d'ouvriers et de soldats en lutte, dressées contre l'appareil officiel étatique, se méfiant à juste titre de l'action et des promesses de la bourgeoisie, créent leurs propres organisations de classe en liaison constante avec la masse et dépendent d'elle. Seuls les comités, organes démocratiques de la dictature du prolétariat, peuvent briser l'Etat de la bourgeoisie et résoudre les questions brûlantes de la paix, du pain et de la liberté.

Les événements d'Italie marquent le début de l'effondrement du régime totalitaire établi par la bourgeoisie en Europe sur le dos du mouvement ouvrier. Au Portugal, où cependant la politique de la bourgeoisie est inféodée à l'Angleterre et non pas à l'Allemagne et où la classe ouvrière est soumise à la dictature sanglante de Salazar, la nouvelle de la chute de Mussolini et du fascisme a provoqué de grandes grèves sur le tas, notamment dans les ports. En Espagne, le bourreau Franco a dû inopinément " *accélérer* " la libération de prisonniers politiques qui meurent dans ses prisons fascistes. Ainsi 10.000 emprisonnés de plus ont retrouvé la liberté en Espagne, grâce au mouvement des masses italiennes. Mais la chute du fascisme italien et la renaissance du mouvement ouvrier en Italie auront leurs répercussions les plus profondes en Allemagne même où le régime que Hitler prétendait instaurer pour 1 000 ans ne fêtera sûrement pas son 11ème anniversaire. Le prolétariat allemand compte par centaines de milliers ses victimes antifascistes. Les masses populaires allemandes, le véritable peuple allemand qui travaille de ses mains, souffre cruellement de la guerre impérialiste, souffre cruellement de voir ses meilleurs fils arrachés à leurs foyers et jetés sur tous les champs de bataille pour des conquêtes qui n'ont profité qu'à la bourgeoisie allemande. En France les masses ouvrières luttent pour les mêmes objectifs que ceux pour lesquels luttent les ouvriers italiens. Il faut reconquérir les véritables libertés, libertés de presse, de grève, de réunion, qu'aucun pays capitaliste ne reconnaît plus à la classe ouvrière. Il faut libérer les victimes de la répression capitaliste et militariste qui peuplent les prisons et les camps de concentration ; il faut récupérer les ouvriers déportés et les prisonniers de guerre.

Dans toute l'Europe les ouvriers et les masses populaires gémissent sous un régime de dictature. Dans toute l'Europe ils ont les mêmes aspirations immédiates de lutte. Les événements d'Italie, sous le coup des événements militaires, sont l'image des événements qui demain déferleront sur tout le continent.

La question fondamentale qui unit l'Europe prolétarienne c'est celle de la paix. Paix impérialiste par la victoire d'un des camps impérialistes et conservation de l'exploitation et de l'oppression du régime capitaliste, ou renversement du régime bourgeois par le prolétariat et instauration d'une paix véritable par l'union des peuples dans une Fédération socialiste des peuples, la seule qui peut assurer aux nations un libre développement ; voilà l'enjeu de la lutte. Tout ouvrier conscient voit maintenant que les alliés n'offrent pas la paix au peuple italien, mais qu'ils veulent seulement contraindre l'Italie à changer de camp dans la guerre. C'est ainsi que la France " *libérée* " par l'impérialisme anglais et américain devra continuer la guerre contre l'impérialisme japonais au bénéfice des capitalistes américains (convention Giraud-Roosevelt).

Les années de guerre ont cloisonné les peuples. Sans contact avec les frères prolétaires des autres pays, plus d'un ouvrier et paysan oublie que c'est un frère et non un ennemi qui est en face de lui, que ces bombardements et cette boucherie sont l'œuvre non d'un peuple " *ennemi* ", mais dus à un régime

capitaliste pourri. Seules les vagues puissantes de la révolution prolétarienne peuvent balayer les barrières de boue et de sang que la bourgeoisie a élevées entre les peuples.

Aucun peuple ne peut résoudre isolément la question de la paix. Le sort de chaque peuple dépend finalement non pas de la place plus ou moins favorisée qu'il peut occuper par rapport à d'autres peuples, mais du système dans lequel il s'intègre : système d'oppression impérialiste (allié ou de l'axe) ou système de fédération socialiste. Le peuple italien a fait ce choix, il ne veut ni de la victoire allemande ni de la victoire alliée. Il cherche une issue prolétarienne à la guerre, la seule issue qui apportera vraiment la paix, et non une nouvelle " *der des ders* ". Ecrasé par sa propre bourgeoisie, menacé par les armées impérialistes anglaises, américaines et allemandes, le prolétariat italien doit pouvoir s'appuyer, dans cette question fondamentale, sur la solidarité de tous les peuples européens (de ceux qui travaillent de leurs mains) et leur lutte pour une paix juste (et non pas impérialiste comme celle que leur offrent les alliés) doit trouver l'appui de tous les prolétariats, en premier lieu du prolétariat allemand et français, pour qu'ils puissent faire échec aux plans impérialistes allemands et aux plans impérialistes des alliés qui tous obligent l'Italie de rester dans le conflit " *jusqu'à la fin* ", c'est-à-dire tant qu'il plaira aux capitalistes dont elle dépendra.

Les capitalistes qui à la suite de la guerre de 14-18 ont laissé leur peau en Russie mais ont réussi à maintenir leur domination sur le reste du globe, manœuvrent dans la présente guerre pour assurer " *définitivement* " leur domination capitaliste, par la destruction de la solidarité internationale des ouvriers, et pour mettre à profit l'isolement de l'URSS dans le monde capitaliste pour essayer de liquider l'économie planifiée de l'Union Soviétique. Seule l'intervention des masses luttant pour leurs propres objectifs populaires peut détruire définitivement les plans de tous les impérialismes et mener à la victoire du socialisme. Si, sous la pression du militarisme allié, Staline a désavoué publiquement l'Internationale en tant qu'instrument de libération des prolétariats et des peuples, la lutte révolutionnaire des masses contre leur propre bourgeoisie reforge l'Internationale qui conduira les ouvriers, les paysans et les soldats à la victoire, la Quatrième Internationale.

Vive le prolétariat italien!

Vivent les Etats-Unis socialistes d'Europe !

Vive la quatrième internationale !

N° 18 la Lutte de classes 10 octobre 1943, les leçons d'Italie

Provisoirement, la brèche ouverte dans la guerre impérialiste par le mouvement révolutionnaire en Italie a été " *colmatée* " par les impérialistes de Berlin et de Londres et Washington. A nouveau le fracas des bombes et le silence des " *informations* " officielles couvrent d'un voile épais la lutte des travailleurs de la péninsule pour la paix, le pain et la liberté.

Ayant combattu à mort le régime de Mussolini pour sortir de la guerre et de l'oppression politique, les masses italiennes se trouvent cependant plus que jamais politiquement enchaînées et, impuissantes, livrées aux ravages d'une guerre impitoyable qui se déroule sur le sol italien.

Que s'est-il passé en Italie ?

Courbés sous le régime fasciste établi par Mussolini pour sauver le capitalisme italien de la révolution prolétarienne, les ouvriers italiens, qui n'ont pas oublié les traditions de lutte de 1919 (occupation et mise en marche des usines), attendaient le moment favorable pour la reconquête de leurs droits élémentaires. Ce moment arriva le 25 juillet, avec la chute de Mussolini (voir n° 16). La lutte des masses

ouvrières et populaires prit un caractère décisif et liquida le régime fasciste. En attaquant les locaux fascistes (permanences, journaux, etc.), en ouvrant les portes des prisons, en ressuscitant l'activité politique libre, en reconstruisant leurs organisations de classe (syndicats, élection de conseils ouvriers), les ouvriers italiens prenaient leur sort entre leurs propres mains.

Mais rien ne pouvait être définitivement conquis par les masses laborieuses tant que l'Italie continuait à participer au conflit impérialiste. La liquidation du régime pourri n'était que la première étape vers la solution du problème fondamental de la paix, sans laquelle il ne peut y avoir pour aucun peuple de pain et de liberté.

Cette paix, que désiraient ardemment les travailleurs et les soldats italiens, ne pouvait leur être accordée ni par l'impérialisme allemand, ni par l'impérialisme anglais et américain, ni par la bourgeoisie italienne. Les deux groupes impérialistes, dans leur lutte, écrasent sans se soucier les peuples plus faibles ; la bourgeoisie italienne ne balançait pas un instant entre ses intérêts impérialistes, qui pouvaient être sauvés tout au moins partiellement en se vendant au plus fort, et le sort du peuple italien voué au massacre.

Pour se soustraire à la guerre impérialiste, les ouvriers et les soldats italiens ne pouvaient donc compter que sur la solidarité ouvrière et paysanne des soldats allemands, américains, anglais et des ouvriers du continent européen. Pour réveiller cette solidarité de classe dans un monde déchiré depuis quatre ans par un conflit impérialiste qui a livré les exploités de chaque pays à leur propre bourgeoisie, il aurait fallu que ceux-ci entendent non pas les clameurs des éléments pro-impérialistes qui occupaient le devant de la scène en Italie, mais la propre voix du prolétariat italien défendant la cause des opprimés du monde entier. S'adressant directement par-dessus la tête de leurs dirigeants capitalistes (le roi, Badoglio et les partis pro-alliés) aux soldats en guerre et aux ouvriers exploités dans les usines, en dénonçant la politique capitaliste de ceux qui par leur diplomatie secrète s'apprêtaient à vendre le peuple italien à de nouveaux maîtres impérialistes, en leur demandant à eux une paix démocratique, c'est-à-dire une paix sans annexions ni clauses secrètes, et en répudiant ouvertement l'exploitation d'autres peuples par le peuple Pour combattre avec succès les plans impérialistes, la classe ouvrière doit comprendre à temps les grands dangers auxquels elle s'expose en se laissant passivement manœuvrer par la diplomatie secrète de la bourgeoisie, le prolétariat italien aurait préparé son propre avenir et celui de tous les peuples.

Car même si, pour des raisons géographiques, la transformation de l'Italie en champ de bataille était inévitable, ce langage prolétarien aurait tonné dans les oreilles des soldats et des ouvriers écrasés sous le poids de la guerre, comme l'annonce de la société socialiste qui vient ; le concert de haines impérialistes aurait été assourdi par le cri de solidarité prolétarienne.

Il eut fallu pour cela que quelqu'un exprime les véritables désirs des masses laborieuses italiennes ; il eût fallu qu'à l'heure où le fascisme a été vaincu se trouvât à la tête des masses un parti totalement dévoué aux masses travailleuses et qui, agissant au nom du prolétariat, incarnât cette volonté socialiste.

Mais un tel Parti n'existait pas en Italie. Les masses ont à peine fait irruption dans l'arène politique, que les vieux partis pourris (socialistes, communistes, démocrates seulement de nom), prétendant agir au nom des masses italiennes, se sont mis à travailler pour un renversement d'alliance, quoique sachant bien le prix que cela coûterait au peuple italien. Tous ces partis sont pour " *Badoglio à l'action* ". Badoglio, l'homme de confiance du capitalisme italien, l'assassin de l'Abyssinie, travaillant à sauver, après l'écroulement du fascisme, le roi et la bourgeoisie. Pour que la bourgeoisie puisse garder le droit d'exploiter des esclaves en Afrique, pour que le roi puisse continuer à accrocher des décorations sur la poitrine des " *braves* " officiers, pour que les officiers italiens puissent toucher des soldes élevées et

porter de beaux uniformes, le peuple italien devait être jeté par Badoglio dans les pires souffrances. Des centaines de milliers de prisonniers en Allemagne, la dévastation de la péninsule, voilà l'œuvre des impérialistes et de leurs serviteurs conscients ou inconscients.

Ce qui se passe dans le Sud de l'Europe depuis le 25 juillet c'est l'image des événements qui demain déferleront sur tout le continent. En comprendre la signification et les leçons, c'est une question de vie ou de mort pour les masses exploitées du continent.

Il doit être maintenant clair pour tous les ouvriers que la lutte des masses, à la première occasion favorable, pour la conquête de la paix, du pain et de la liberté, se heurtera non seulement à la résistance de l'impérialisme allemand, mais également à l'impérialisme allié et à la bourgeoisie des différents pays en dépendant. Leur complicité a pour but d'empêcher tout mouvement de masses autonome, ayant ses propres buts ; les impérialistes feront tout leur possible pour que leur guerre de brigandage ne se termine pas, comme en Russie en octobre 17, par la victoire ouvrière.

On demande de faire confiance aux impérialistes alliés, parmi lesquels figurent, les derniers mais non pas les pires, le roi d'Italie et Badoglio complices de Mussolini pendant 21 ans.

Combien de leçons sanglantes doit-on encore recevoir pour comprendre que la lutte que mènent les puissances impérialistes écrase tous les peuples, y compris les peuples qui les soutiennent ? Les prolétaires ont-ils oublié la longue expérience sanglante que la bourgeoisie a infligé aux ouvriers dans tous les pays (en particulier l'œuvre du " démocrate " Daladier de 1939-1940) ? Les morts, les martyrs, les emprisonnés, victimes du capitalisme français, anglais, américain sont-ils déjà oubliés ? Les crimes de l'impérialisme allemand peuvent-ils être punis par des criminels du même genre ? Seule la classe ouvrière peut lever l'étendard de la justice sur le monde !

Ce qui s'est passé en Italie prouve une fois de plus que la classe ouvrière, les masses laborieuses sont vouées aux défaites sans l'existence d'un parti révolutionnaire. Mais la classe ouvrière française a elle aussi son propre exemple, ses propres luttes menées depuis 1934 sous tous les gouvernements -de droite ou de gauche - pour la conquête du droit à la vie. Si cette lutte n'a pas mené à la victoire, qui faut-il accuser sinon le fait que la lutte opiniâtre des masses n'a pas trouvé un guide sûr contre la bourgeoisie ? Quel prolétaire français ne voit pas clairement que le parti dit communiste s'est servi de la lutte ouvrière pour appuyer la diplomatie soviétique au lieu de servir la classe ouvrière contre la bourgeoisie française ?

Il faut un parti révolutionnaire aux masses pour sortir de la guerre, pour renverser le capitalisme qui l'engendre, pour créer une société meilleure. Ce parti est créé par les meilleurs éléments de la société qui n'acceptent pas l'ordre bourgeois, qui ont compris les lois historiques et politiques, qui veulent construire une société socialiste basée sur l'économie planifiée dont l'URSS a prouvé l'efficacité. Mais ce parti ne peut acquérir une véritable base révolutionnaire sans l'activité consciente des meilleurs éléments prolétariens. A ceux-ci de rechercher l'activité politique, de s'organiser, de montrer au monde que la classe ouvrière accomplira son destin historique.

A bas les impérialismes allemand et allié !

A bas la diplomatie secrète !

Vive la quatrième internationale!

N° 25 La lutte de classes 23 février 1944, défense des « terroristes »

Vingt-quatre " *terroristes* " sélectionnés viennent d'être livrés à la publicité par la Gestapo, pour dégoûter de l'armée clandestine qui lutte contre l'impérialisme allemand, la " *bonne société* " et les petits-bourgeois conformistes. Regardez-les, disent les scribes de la Gestapo, ces faces " *rusées et cruelles* " de Juifs, de Polonais, d'Italiens, d'Espagnols communistes : ces gens prétendent juger du destin de la France !

Certes, d'après les prostitués de la presse bourgeoise ce sont les Doriot et les Goering aux faces bouffies, et tous les engraisés du régime de terreur bourgeois qui doivent décider du sort de la France...

Regardons-les bien, travailleurs : ces visages que le photographe et les commentaires des affiches veulent nous empêcher de voir sont des visages d'opprimés, des visages de travailleurs, ils sont notre propre visage. Comment ces têtes d'opprimés et d'exploités de plusieurs pays qui luttent à mort contre le régime capitaliste d'exploitation et de misère, ne feraient-elles pas écumer de rage les bourgeois gavés au marché noir et vautés dans les bras de prostituées qu'ils entretiennent avec le sang et la sueur des ouvriers ?

Regardons-les bien, camarades, ces têtes énergiques de jeunes qui bravent à leur " *procès* " les canailles galonnées chargées de les faire fusiller : leur courage doit servir d'exemple à tous les jeunes, à notre époque de guerres impérialistes et de guerres civiles.

" *Ils ont des dizaines de crimes sur la conscience* " profèrent leurs bourreaux, experts dans l'assassinat de milliers d'hommes en un seul jour, en une seule bataille...

" *Ils ont suivi l'école du crime* " clament les professeurs qui enseignent l' " *art* " de la tuerie à des milliers de jeunes de 16 ans arrachés à leurs familles contre leur gré...

" *Ils ne sont pas la France* " affirment les tortionnaires du peuple français qui n'ont pas assez de leur milice, de leur police, de leur garde mobile, des bandes fascistes et des troupes d'occupation spéciales pour venir à bout des dizaines de milliers de réfractaires à la déportation et au travail pour la guerre impérialiste, et qui se gardent bien de publier les listes des jeunes gens qu'ils abattent par dizaines tous les jours.

" *Ce sont des bandits* " écrivent les journaux à solde, en exposant certains cas particulièrement suspects. Mais si l'activité de véritables bandits, parmi lesquels il ne faut *pas* oublier des bandits de la milice, de Doriot et de Déat, se poursuit impunément, n'est-ce pas là le résultat de l'anarchie croissante dans laquelle le capitalisme et la guerre ont jeté la société ?

La classe ouvrière est résolument pour ceux qui ont pris les armes contre les bourreaux français et allemands qui martyrisent les peuples ; elle accueille avec mépris les manœuvres de diversion de la bourgeoisie.

Mais la classe ouvrière est inquiète ; elle ne comprend pas pourquoi des militants qui autrefois combattaient sans compromis la bourgeoisie de tous les pays, mènent actuellement leur lutte sous le drapeau tricolore et au bénéfice des armées de Washington, de Londres et d'Alger. Les ouvriers savent qu'ils n'ont rien à attendre d'une victoire d'armées capitalistes qui ne feraient que relever les armées allemandes dans leur rôle de garde-chiourme pour maintenir le capitalisme. Ils savent que Roosevelt en Amérique et Churchill en Angleterre prennent contre la classe ouvrière les mêmes mesures que Hitler en Allemagne.

Le prolétariat cherche des militants et un parti qui luttent directement pour ses intérêts, pour son relèvement économique et culturel, pour ses conquêtes de juin 1936, conquêtes qui sont également

odieuses et qui rencontreraient la même résistance de la part de tout gouvernement capitaliste, totalitaire ou parlementaire.

Servir la classe ouvrière, c'est lutter pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile pour le socialisme. Lutter pour le triomphe des soi-disantes démocraties sur le fascisme, c'est renouveler la trahison de 1914, quand les partis socialistes de l'Entente se mirent du côté de leur bourgeoisie sous prétexte de vaincre le militarisme.

De même que la grande majorité des ouvriers socialistes comprirent la trahison de leurs chefs et passèrent à la IIIe Internationale de Lénine et de Trotsky pour accomplir leur devoir de classe, de même la grande majorité des ouvriers communistes doit cesser de s'accrocher aux restes pourris de ce qui fut autrefois la IIIe Internationale pour lutter avec les militants de la IVe Internationale, parti mondial de la révolution socialiste.

Les militants combattants du PC restés fidèles à leur classe doivent se convaincre que le réveil de la classe ouvrière par l'activité croissante de ses éléments les plus avancés et l'assaut de celle-ci contre le régime capitaliste n'ont rien de commun avec la lutte sous le commandement des officiers réactionnaires de de Gaulle.

La IVe Internationale appelle les meilleurs militants de la classe ouvrière à serrer leurs rangs autour du drapeau rouge communiste, qui triomphera envers et contre tous de la barbarie capitaliste et de la guerre

N° 31 La lutte de classes 22 juin 1944 : qui l'emportera ?

Le débarquement anglo-américain en Normandie a ouvert un nouveau chapitre de la guerre : c'est ce que les social-patriotes ont accoutumé un grand nombre d'ouvriers à regarder comme "*la libération*".

Comme tous les slogans de la bourgeoisie, ce mot d'ordre vague devait induire en erreur les classes laborieuses et leur faire croire qu'il représentait réellement ce qu'elles désiraient le plus : le retour à un niveau de vie plus élevé, la liberté pour tous, etc. Plus "*la libération*" par les armées anglo-américaines était éloignée, plus les idées qu'on s'en faisait étaient idylliques. Maintenant que les impérialismes allemand et allié sont aux prises sur le sol français, elle apparaît dans sa véritable réalité, dans son véritable contenu : c'est la dévastation du territoire et l'écrasement de la population, c'est la réquisition, la mobilisation et les cours martiales, c'est l'ajournement des droits démocratiques pour une période indéfinie après la paix, à travers l'occupation, c'est la guerre impérialiste.

"*Pas de lutte de classes, union de tous les patriotes pour la libération du territoire*", prêchent depuis juin 1941 les chefs ouvriers social-patriotes.

Mais que représentent les patriotes qui sont à la tête de la Résistance, ceux qui décident de tout et qui commandent à tous ? Les généraux et les politiciens d'Alger (radicaux, "*socialistes*", réactionnaires, fascistes) sont les serviteurs de la bourgeoisie, les serviteurs des 200 familles. La participation des "*communistes*" au gouvernement de la bourgeoisie formé par de Gaulle, n'en change pas le caractère, de même que la participation des "*communistes*" au "*front populaire*" n'a pas empêché les gouvernements successifs, issus de la Chambre "*populaire*" élue en 1936, de lutter pour reprendre au prolétariat les conquêtes de juin 1936 et accomplir tous les desseins de la bourgeoisie. Non seulement le Daladier de 1939 était tout ce qu'il y avait de plus "*front populaire*", mais il ne faut pas oublier que Pétain lui-même a été élu chef de l'Etat français par une majorité parlementaire.

Aujourd'hui comme demain, les intérêts de la bourgeoisie représentés par n'importe quel gouvernement si " *démocratique* " soit-il, sont inconciliables avec les intérêts du prolétariat. Par l'intermédiaire de toutes ses fractions politiques - collaborationnistes ou résistantes, de droite ou de gauche- la bourgeoisie assure son maintien en tant que classe impérialiste qui exploite les ressources économiques et militaires de la France pour participer au brigandage colonial. Or, dans les conditions d'une économie mondiale décadente accompagnée d'une extrême aggravation de la concurrence entre capitalistes des diverses nations, la domination de la bourgeoisie française n'est possible que par l'emploi permanent de la force pour imposer à la classe ouvrière des salaires de famine.

En lançant le pays dans la guerre aux côtés des impérialistes alliés, en l'intégrant ensuite dans la guerre de l'impérialisme allemand, en saignant le peuple à blanc pour s'assurer sa part de bénéfices de guerre, la bourgeoisie française s'est démasquée devant les masses comme leur ennemi numéro un ; de Gaulle, en tant que champion de la nation " *démocratique* ", etc... doit lui permettre de maintenir sa domination.

Les travailleurs au contraire n'envisageaient et n'envisagent la libération, que comme un retour à un niveau de vie supérieur et à leurs libertés.

Cet antagonisme complet entre les intérêts vitaux de la bourgeoisie et les intérêts vitaux du prolétariat devrait ouvrir les yeux de tous les travailleurs qui se donnent la peine de réfléchir sur leur avenir. Si la " libération nationale " devait satisfaire ne serait-ce qu'un quart des revendications des travailleurs, y aurait-il un seul bourgeois pour appuyer le gouvernement de Gaulle ? Or,

" Aujourd'hui nous avons la preuve qu'ils (le Comité des Forges) poursuivent activement leurs menées souterraines et qu'ils réussissent parfois à glisser leurs hommes à des postes où ne devraient siéger que des patriotes sincères et éprouvés ". (La Vie Ouvrière du 8 janvier 1944).

La Vie Ouvrière s'étant fait l'organe de la "résistance" domination des 200 familles sur la résistance. Elle présente ce fait plutôt comme une exception. Mais les " *représentants* " ouvriers participant au Front populaire, notamment le parti " *communiste* ", agissaient de même quand ils couvraient la domination de la bourgeoisie dans cette coalition politique. Ceux qui dénonçaient alors cette domination des politiciens bourgeois sur le Front Populaire étaient traités de " *trotskyistes traîtres* ". Une fois de plus, les trotskystes avertissent les travailleurs : la résistance est un organe politique de la bourgeoisie dirigé autant que l'Etat français de Pétain contre les travailleurs. Une première preuve de cette identité fondamentale vient de se produire. Le 1er Régiment de France formé par des canailles anti-prolétariennes sélectionnées par Pétain vient de se rallier (Radio-Londres) à la résistance.

Les chefs staliniens promettent de reprendre la lutte contre la bourgeoisie et pour le socialisme après la " *libération* ". Mais les travailleurs savent ce que vaut cette promesse. Les tristes héros du PS et de la IIe Internationale promirent eux aussi pendant la guerre de 14-18 que leur collaboration avec la bourgeoisie devait assurer l'intégrité du territoire et la libération de l'Alsace-Lorraine et qu'après cela ils reprendraient leur lutte pour la victoire des travailleurs. Ils aidèrent ainsi dans tous les pays la bourgeoisie à mener à bonne fin son entreprise de brigandage et, la paix venue, ils continuèrent encore à servir la bourgeoisie, devenant même les policiers et les bourreaux de la classe ouvrière. Rappelons qu'en 1937, ce fut le " *socialiste* " Dormoy, ministre de l'Intérieur du gouvernement Front Populaire, qui fit tirer sur les ouvriers désarmés de Clichy...

Voilà quel sera le rôle des chefs staliniens, si les travailleurs communistes ne les obligent pas à rompre l'Union sacrée au profit de la bourgeoisie, à quitter leurs ministères et à reprendre une activité ouvrière autonome indépendante de la bourgeoisie et contre elle. Les masses qui les ont élus, qui leur font confiance et qui les suivent, leur ont donné un mandat prolétarien : il faut les contraindre à le remplir.

Une lutte mortelle, implacable, a commencé le 6 février 1934 entre la bourgeoisie, qui veut plonger le pays dans la nuit d'oppression du passé afin de maintenir sa domination, et le prolétariat qui veut s'émanciper du joug de la bourgeoisie afin de préserver le pays de la barbarie capitaliste.

La question de savoir qui de la bourgeoisie ou du prolétariat l'emportera, se résume à celle-ci : QUI l'emportera du chauvinisme ou de l'internationalisme ?

La parole est aux travailleurs.

N° 33 La lutte de classes 22 juillet 1944. Que se passe-t-il en Allemagne ? Pourquoi les généraux ont essayé d'abattre Hitler

La deuxième guerre impérialiste mondiale est devenue pour l'Allemagne une aventure encore plus catastrophique que celle de 14-18.

Malgré les succès " *prodigieux* " du début, le rapport des forces à l'échelle mondiale s'est avéré écrasant, surtout parce que le régime issu de la révolution d'Octobre 17 en Russie s'est montré, en dépit de ses insuffisances et de ses tares, d'une solidité à toute épreuve.

Mais Hitler, Goering et le régime national-socialiste, directement responsables aux yeux du peuple allemand de cette guerre " *victorieuse* " qui n'était qu'une course à l'abîme, ne pouvaient plus laisser paraître le moindre doute, la moindre hésitation sur la continuation de la guerre.

Ce sont les généraux de la Wehrmacht, moins compromis mais aussi responsables, qui ont essayé de conjurer la catastrophe : car il ne s'agit pas seulement d'arrêter une aventure qui a déjà épuisé la nation allemande, mais d'éviter qu'une continuation désespérée de la lutte ne provoque un soulèvement du peuple qui emporterait, avec le régime de Hitler, la domination économique et sociale de la bourgeoisie.

Les généraux de la Wehrmacht ont voulu se débarrasser de Hitler, de même qu'en Italie le roi et Badoglio s'étaient débarrassés de Mussolini pour se sauver eux-mêmes et sauver le régime capitaliste de la vague populaire qui montait. Mais en Italie le régime fasciste, vieux de 22 ans et nourri uniquement de défaites, était trop pourri pour opposer la moindre résistance, et Mussolini fut débarqué " *légalement* ". Au contraire, en Allemagne, le régime national-socialiste, fort de victoires politiques et militaires antérieures, a conservé suffisamment de puissance pour que Hitler ne puisse pas être renversé sans violence.

C'est pourquoi, en présence d'un danger qui menace à tous les instants d'engloutir l'Allemagne officielle, les généraux ont eu recours le 20 juillet à la bombe et à la révolte contre Hitler.

Que va-t-il se passer ?

Si le plan des généraux avait réussi, on aurait assisté à une répétition de ce qui s'est passé en Italie. Tombé entre leurs mains, le pouvoir leur aurait servi à négocier une capitulation avec les alliés et à assurer leur domination sur l'Allemagne vaincue.

Leur plan a échoué. Mais en manquant leur coup " *bref et décisif* ", ils ont préparé ce que précisément ils voulaient éviter : la chute du fascisme par la révolution des masses.

Leur acte désespéré vient en effet de révéler la profonde scission et le complet désarroi qui se sont produits dans les milieux dirigeants sur la question de la guerre et de la paix. La révolte des généraux

contre Hitler, c'est le coup de tonnerre qui avertit le peuple allemand et les soldats qui se battent sur tous les fronts, qu'il n'y a plus aucun espoir, ni chez Hitler, ni chez les généraux, que ce soit pour la guerre ou pour la paix ; c'est le signal pour les masses de se sauver elles-mêmes !

Au moment où les dirigeants ont perdu la tête, les travailleurs et les soldats allemands qui, depuis longtemps ne veulent plus vivre comme par le passé, ne peuvent manquer de répondre à ce signal venu d'en haut, par leur propre lutte pour la paix.

Mais si les masses se mettent en mouvement pour la paix, elles ne s'arrêteront pas à mi-chemin et n'accepteront pas la domination des généraux sur le pays vaincu : la lutte pour la paix deviendra la lutte révolutionnaire pour le pain et la liberté, c'est-à-dire pour le renversement complet de la bourgeoisie.

Pour une politique révolutionnaire

Déjà les alliés, qui veulent voir s'établir en Allemagne une clique réactionnaire et conservatrice nécessaire à leurs intérêts, comme celle de Pétain l'a été pour Hitler, emploient leurs valets social-patriotes pour essayer de tromper le peuple allemand : la Fédération Internationale de la Métallurgie, dont le siège est à Londres, vient d'appeler les ouvriers allemands à soutenir les généraux. Or, qui a trouvé Hitler, qui l'a soutenu, qui a facilité son accession au pouvoir, sinon les généraux allemands et le corps des officiers, responsables de la défaite de 1918 et qui cherchaient un appui contre le peuple ?

Ce jeu des social-patriotes dans les affaires intérieures de l'Allemagne correspond à leur politique d'agents de la bourgeoisie dans les pays alliés, où ils ne cessent d'exciter les ouvriers au chauvinisme et à l'extermination des " boches ".

Mais ni les travailleurs allemands, ni les travailleurs des autres pays ne se laisseront abuser par les social-patriotes. Les travailleurs allemands, malgré l'épuisement terrible du au fascisme et à la guerre, renoueront avec leur passé de luttes du temps de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, et créeront leur propre pouvoir, celui des Conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats. Tandis que les travailleurs des autres pays soutiendront la lutte du prolétariat allemand en ouvrant le combat contre leur propre bourgeoisie.

Les social-patriotes des IIe et IIIe Internationales ne peuvent pas sortir le peuple allemand ni les autres peuples de la longue série de calamités accumulée par 30 années de conflits impérialistes. Mais les travailleurs trouveront dans la politique internationaliste et révolutionnaire de la Quatrième Internationale la guide qui les mènera au renversement de la bourgeoisie et à la victoire du socialisme.

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !
Proletarier aller Linder, vereinig-Euch !
Workers of the world, unite !

N° 34 La lutte de classes 4 août 1944, Jean Jaurès

Cet article est le seul du présent recueil à n'avoir pas été rédigé par Barra. Il est de Mathieu Bucholz (Pamp).

Le 31 juillet, à l'occasion du 30ème anniversaire de l'assassinat de Jaurès par la bourgeoisie, les démagogues de Paris et d'Alger ont éprouvé la nécessité commune d'exhumer le cadavre de leur victime, afin de tenter d'identifier leur politique sordide et criminelle à cette grande figure qui évoque le courage et le désintéressement.

Mais comme le moyen employé doit forcément correspondre au but qu'on se propose, ils n'ont pu utiliser la mémoire de Jaurès qu'en la salissant. En effet, sous prétexte qu'il n'était pas marxiste, on nous l'a présenté comme un ennemi acharné du marxisme, comme un socialiste "*national*" et, selon qu'il s'agissait d'Alger ou de Paris, comme un socialiste d'union sacrée ou de "*collaboration*" : un Jouhaux ou un Henriot, voilà comme ils nous ont montré Jaurès !

Mais la classe ouvrière sait faire la différence entre le bureaucrate parvenu et traître à sa classe, ou le démagogue grassement payé par la bourgeoisie, et le grand tribun socialiste au caractère noble et généreux.

Par ses origines sociales, par son éducation, par sa formation intellectuelle et morale, Jaurès était un intellectuel bourgeois. Mais sa probité intellectuelle ainsi que des connaissances historiques et philosophiques étendues et un sincère dévouement au bien de l'humanité, l'amènèrent à se ranger aux côtés de la classe ouvrière dans sa lutte pour le socialisme : car il avait compris que l'émancipation du prolétariat sera celle de l'humanité toute entière. En raison du caractère politique de son époque (lutte parlementaire pour des réformes), il n'avait pas saisi la nécessité du marxisme comme arme théorique indispensable dans la lutte pour le socialisme ; il croyait que la marche de l'humanité vers le socialisme pourrait se réaliser progressivement et pacifiquement par la lutte des classes sur le terrain du parlementarisme démocratique.

Pourtant il connaissait et avait assimilé d'importants aspects du marxisme : son œuvre historique a beaucoup contribué et contribuera encore à l'éducation du prolétariat révolutionnaire. De plus, son courage et sa fermeté de caractère le portèrent toujours à prendre, en toutes circonstances, la défense des socialistes marxistes contre la bourgeoisie : les divergences d'opinion dans le camp ouvrier ne lui servirent jamais de prétexte pour soutenir le camp bourgeois.

De tout son être et par toute son œuvre politique il appartenait à la classe ouvrière, et ce, bien plus que certains "*marxistes orthodoxes*" qui ne soutinrent la lutte révolutionnaire de classe qu'aussi longtemps que celle-ci se présentât comme une perspective lointaine et qui, au moment de la crise décisive de juillet-août 1914, désertèrent le marxisme et le prolétariat et préférèrent prendre place dans les fauteuils ministériels plutôt que de payer de leur personne leur attachement à la cause socialiste.

Jaurès au contraire entendit, en juillet 1914, rester fidèle "*au traité qui le liait à la race humaine*" et décida de "*continuer sa campagne contre la guerre*" en dépit des menaces de mort.

Dans les conditions politiques du parlementarisme d'avant 1914, la classe ouvrière française, avec ses qualités et ses défauts, ne pouvait trouver de meilleur représentant de sa mentalité et de ses aspirations que Jaurès. De tous les chefs socialistes, il était le seul pour qui le socialisme fût autre chose que des phrases, et qui n'entendait pas le trahir : c'est pourquoi il fut assassiné.

Et si la bourgeoisie essaie aujourd'hui, trente ans après l'avoir tué, d'utiliser sa mémoire en l'avilissant, cela ne doit pas nous étonner : n'ayant à son service que "*les loups, les cochons et les sales chiens de la vieille société*" (Marx). elle est bien obligée, quand elle veut cacher sa bestialité derrière une figure humaine et désintéressée, de la prendre dans le camp du prolétariat !

15 août 1944

Tract

Travailleurs !

Depuis 5 ans la guerre impérialiste sème les ruines, la misère et la mort. Ceux-là mêmes qui dirigent et qui en souffrent le moins, les capitalistes, avouent que la guerre mène la société à la ruine. La substance vitale des peuples est entamée, mais les dirigeants du continent continuent, veulent continuer jusqu'au bout cette lutte à mort. La classe ouvrière, qui seule aurait pu mettre fin à cette guerre en renversant les capitalistes, n'a pas été à même de le faire parce que ses dirigeants, les partis dans lesquels elle avait confiance, ont abandonné la lutte pour le socialisme, pour se mettre dans le camp des impérialistes "*démocratiques*".

Faut-il donc qu'à chaque crise décisive dans le destin des peuples, quand tous les opprimés cherchent une planche de salut, le socialisme soit à nouveau trahi, et serve seulement de consolation pour l'avenir, qui permet à la bourgeoisie d'entraîner les masses résignées dans sa politique de rapines et de massacres ?

Les partis ouvriers qui devaient mener une politique d'union entre les soldats de toutes les armées contre leurs propres Etats-majors, pour en finir avec la guerre, ont poussé à la tuerie entre les peuples. Ils vous appellent à la lutte dans le camp de l'impérialisme allié sous le commandement du corps des officiers et des généraux, ennemis de toujours de la classe ouvrière. Mais cela, c'est la mobilisation des usines, des mines, de toutes les richesses du pays au service des généraux cannibales, c'est le sac au dos au service des 200 familles, patriotes parce que la patrie leur appartient.

Si les opprimés ne se rangent pas sous le drapeau du communisme, celui de la solidarité internationale des travailleurs, si la classe ouvrière tarde encore à accomplir sa mission historique, les pires souffrances continueront à accabler les masses travailleuses des villes et des campagnes.

Mais bien que la majorité de la classe ouvrière (trompée par les social-patriotes) croie aujourd'hui devoir "*ajourner*" à plus tard la lutte pour le socialisme, les travailleurs ne doivent pas perdre de vue un seul instant les dangers que comporte la politique de collaboration de classes (union sacrée).

Rappelez-vous le lendemain de la guerre de 14-18 : en 1919 la bourgeoisie n'hésita pas à réprimer par la force armée les grèves des ouvriers qui, pendant 4 ans avaient souffert et l'avaient aidée à mener jusqu'au bout sa première guerre impérialiste, sans qu'aucune des promesses qui leur avaient été faites soit réalisée.

Si les dirigeants bourgeois font maintenant appel à vous, c'est pour vous embrigader derrière eux dans une politique servant leurs fins, c'est pour endormir votre conscience de classe. Mais la passivité dans l'attente de la libération, de même que la participation à la tuerie entre les peuples ne valent rien pour la classe ouvrière.

Tous les ouvriers, où qu'ils se trouvent, quoi qu'ils fassent, doivent s'emparer par tous les moyens d'armes et les garder pour eux pour leur avenir, pour la défense des intérêts de la classe ouvrière. Réalisons l'armement du prolétariat, suprême garantie de nos luttes futures.

Saisissez des armes par tous les moyens, gardez-les, cachez-les pour nos futurs piquets de grève, pour nous garantir contre les attaques des capitalistes, pour la création de nos milices ouvrières contre les bandes fascistes (qui se trouvent aussi bien dans le camp des "*libérateurs*").

Dans toutes vos luttes élisez vos comités d'action. La garantie de la sauvegarde de la classe ouvrière est dans sa propre capacité et dans son droit d'élire pour chaque action des dirigeants qu'elle peut contrôler et remplacer suivant l'expérience politique des ouvriers eux-mêmes. C'est le seul moyen

pour la classe ouvrière de redresser son action et de l'empêcher de s'égarer sur des voies étrangères à ses intérêts.

A bas la guerre impérialiste !

Vive l'armement du prolétariat !

Vivent les comités d'action ouvriers !

Groupe communiste (IVe Internationale) août 1944.

Tract d'Août 1944

Camarades Communistes,

Pendant des années des milliers d'hommes, de femmes et de jeunes communistes ont risqué leur liberté et leur vie, ont été traqués, torturés et assassinés par la police, en croyant lutter pour la Révolution Communiste, c'est-à-dire pour le renversement de la bourgeoisie et la construction d'une société socialiste par la dictature des ouvriers et des paysans.

Mais pendant ce temps, les dirigeants du Parti Communiste se sont engagés dans une politique de plus en plus chauvine de renoncement à la lutte de classes pour faire l'union avec la bourgeoisie en vue de la " *libération nationale* ". La presse " *communiste* " a tellement perdu tout caractère communiste, qu'on ne la distingue de la presse patriotique gaulliste que par la signature. De nombreux militants étaient persuadés d'avoir à faire à des faux.

Mais aujourd'hui le doute n'est plus possible : les chefs du Parti viennent de prendre une responsabilité terrible devant la classe ouvrière en engageant les militants communistes à massacrer, en union avec les policiers et les réactionnaires chauvins, nos frères de classe, les ouvriers et les paysans de l'armée allemande en retraite.

Cette politique chauvine livre la classe ouvrière comme chair à canon à la bourgeoisie pour ses guerres meurtrières ; elle empêche la révolution socialiste en détournant la juste haine des opprimés contre les capitalistes sur d'autres peuples. La politique de revanche perpétue les guerres au profit des marchands de canon, et les travailleurs français sous l'uniforme qui seront envoyés en occupation en Allemagne s'attireront la même haine que les soldats allemands pendant leur occupation en France.

Cette politique, comme celle des socialistes d'union sacrée de 1914, mène inévitablement à la trahison de la classe ouvrière: c'est à cause de cette trahison des socialistes que les militants communistes ont fait la scission au Congrès de Tours en 1921.

La seule politique rendant possible la paix entre tous les opprimés, c'est la fraternisation entre les soldats travailleurs de toutes les armées impérialistes sans distinction, contre leurs propres états-majors. Pour nous militants communistes, il y a une grande différence à faire entre le soldat ouvrier ou paysan embrigadé de force, et ses bourreaux, les officiers et les généraux, ou ses garde-chiourme tels que les SS.

Notre conscience communiste nous oblige à déclarer que la seule politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière est la politique internationaliste, basée sur la solidarité ininterrompue des travailleurs de tous les pays.

Deux tâches urgentes s'imposent à l'heure actuelle à tout ouvrier communiste :

Le regroupement des éléments communistes internationalistes sur la base strictement conspirative (pour ne pas s'exposer à la répression chauvine) pour la lutte contre la politique nationaliste et bourgeoise au sein de la classe ouvrière.

Profiter des circonstances pour nous armer non pas en vue d'une lutte fratricide entre travailleurs français et allemands, mais en vue de nos luttes futures contre nos propres exploités.

Tout militant communiste a le devoir de forcer par son activité les dirigeants du Parti à choisir entre la voie des renégats socialistes comme Blum ou Dormoy et celle du retour à la véritable politique révolutionnaire de Lénine, Liebknecht Et R. Luxemburg, dont la formule reste : "*prolétaires de tous les pays, unissez-vous!*"

Un groupe de militants communistes.

Août 1944

N°37 La lutte de classes 10 octobre 1944, Les auxiliaires de Goebbels ...

" Le fait que les Allemands ne se révoltent pas contre l'abominable clique qui les mène au massacre est symptomatique d'un fanatisme effrayant ", dit Magnien dans *l'Humanité* du 28/9/44.

Pour les besoins de sa cause (la cause impérialiste alliée) Magnien nous présente le peuple allemand comme plus fasciste que Goebbels lui-même n'ose le dire. En effet, depuis de longs mois la propagande de Goebbels n'ose plus, vu les sentiments du peuple allemand, exalter la cause fasciste. Son langage est tout autre : rappelant constamment le traitement dont les alliés menacent l'Allemagne, prétendant que le peuple allemand est solidairement responsable de la guerre menée par les dirigeants de l'Allemagne, Goebbels conclut:

" Les ponts sont coupés derrière l'Allemagne, il faut se défendre et nous suivre jusqu'au bout " !

Et le peuple allemand ne voit effectivement pas d'issue car la propagande alliée ne fait que dresser des plans d'exploitation et d'asservissement complet de l'Allemagne. En parlant tout le temps de punition, ces plans font bien sentir aux masses qui seront les punis : non pas les classes dirigeantes, les bourgeois, les officiers, les politiciens, mais les grandes masses travailleuses, les ouvriers et les paysans. Il n'en a pas été autrement en 1918, quand l'Allemagne fut acculée à la ruine, mais les capitalistes conservèrent tous leurs privilèges. Les impérialistes n'ont pas d'autre façon de "*faire justice*". Les impérialistes allemands aussi parlaient de "*punir*" la France du traité de Versailles, mais qui ont-ils puni après la victoire de 1940 ? Ils écrasèrent et pillèrent le peuple, mais laissèrent intacte la domination de la bourgeoisie et ne touchèrent pas à ses privilèges.

Quand le peuple allemand n'entend de nulle part une voix anti-impérialiste, quand au contraire de prétendus communistes ont pris comme devise suprême "*Mort aux Boches*", cela ne fait-il pas le jeu de la propagande de Goebbels ?

Pour les ouvriers qui se posent la question : mais où donc est passé le mouvement politique socialiste de la classe ouvrière allemande, il faut rappeler ceci : Le prolétariat allemand, à partir de sa révolution de 1918, n'a pas cessé de mener une dure lutte, maintes fois sanglante, contre la bourgeoisie. Avant l'avènement de Hitler, deux puissants Partis, le PS et le PC, comptant des millions d'électeurs, avaient la direction de la classe ouvrière. Mais le PS collaborait avec la bourgeoisie, et l'Internationale Communiste (stalinienne) imposait au PC allemand la politique du "*social-fascisme*", qui consistait à

viser la destruction des organisations social-démocrates avant celle du fascisme. La politique aventuriste de l'LC. et la politique de collaboration de classes du PS ont facilité la montée du fascisme ; les partis ouvriers se sont trouvés paralysés moralement déjà avant la lutte et ont capitulé devant le fascisme sans combat.

Le prolétariat allemand n'a pas été battu dans une lutte ouverte. Il a été brisé et démoralisé par la politique de ses propres chefs. Si donc aujourd'hui l'opposition active contre le fascisme est faible, ce n'est pas que l'idéologie fasciste conserve encore quelque force (elle n'en a jamais eu dans la classe ouvrière), mais c'est dû à la faillite en Allemagne des idéologies démocrate, social-démocrate et stalinienne qui ont mené à la défaite de 1933.

Le peuple allemand se débat aujourd'hui dans une situation sans issue, et n'a le choix qu'entre deux genres de mort : lutter jusqu'au bout derrière Hitler ou se rendre à la merci des impérialistes. La politique des impérialistes et celle de leurs auxiliaires social-patriotes - le chauvinisme, la défense de la guerre de rapine et de pillage menée par les capitalistes, la haine entre les peuples qui fait le jeu de la bourgeoisie - condamnent le peuple allemand et les peuples du monde entier à des souffrances sans nom.

Seule contre les impérialistes et les social-patriotes, la Quatrième Internationale proclame : "*A bas la guerre impérialiste*". Elle défend au nom du prolétariat le droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes. Elle appelle les travailleurs de tous les pays à s'unir dans une lutte commune contre leur propre bourgeoisie, pour bâtir les Etats-unis socialistes d'Europe.

Mais la voix de la IVe Internationale est encore faible. Elle n'est pas entendue par tous les exploités qui s'entretiennent aujourd'hui pour les capitalistes. Cependant, la confiance croissante d'ouvriers de plus en plus nombreux renforce toujours plus cette voix, et bientôt à la place de " Mort aux Boches ! Mort à l'ennemi ! A Berlin ! A Paris ! A Moscou ! " etc... retentira aux oreilles de tous les travailleurs le cri de " Prolétaires de tous les pays, unissez-vous " ! Alors les travailleurs allemands, comme tous les travailleurs du continent, se lèveront comme un seul homme.

Tract de novembre 1944 Union communiste (4^e Internationale).

Travailleurs!

Le désarmement des "*Milices Patriotiques*" est un coup de force du gouvernement contre les ouvriers. Car ce sont les ouvriers qui composent en majorité les "*Milices patriotiques*" et qui voient en celles-ci et dans les armes qu'ils possèdent, un moyen de défense contre leurs ennemis les plus acharnés.

L'activité des "*Milices patriotiques*" s'est cependant toujours déroulée dans les limites tracées par la "*Résistance*" : les organisations ouvrières social-patriotiques (PC, PS, CGT) ayant renoncé à une action revendicative spécifiquement ouvrière, les "*Milices patriotiques*" se bornèrent à une activité de simple police.

Cependant le gouvernement de Gaulle a décrété le désarmement des "*Milices patriotiques*" et projette leur dissolution.

Cet acte nettement anti-ouvrier soulève devant les travailleurs la question : Qu'en est-il de cette " *union nationale* " pour laquelle le PC, le PS, la CGT ont sacrifié les revendications ouvrières et une politique de classe ? Pourquoi le gouvernement protège-t-il la minorité des capitalistes, et est-il hostile aux travailleurs ? Pourquoi le gouvernement refuse-t-il de s'appuyer sur le peuple contre les trusts, mais s'appuie au contraire sur les trusts contre les ouvriers ? Pourquoi ne se soucie-t-il nullement de rassurer les ouvriers - par une " *épuration* " active, une élimination des spéculateurs et trafiquants toujours en place, par le musellement des monopoleurs, etc ? Et pourquoi se soucie-t-il par contre de rassurer les capitalistes par le désarmement des Milices patriotiques, le musellement de la liberté (censure politique), la mise à l'abri des fortunes scandaleuses (emprunt de 3%) ?

C'est parce que le gouvernement est un gouvernement " *pétainiste sans Pétain* ", au service des capitalistes. En dehors des bandes directement aux ordres du capital (fascistes, briseurs de grève, etc.) ce gouvernement ne peut tolérer aucun groupement armé indépendant de son contrôle. Avec l'aide de la police, corps spécialement dressé, et de l'armée, séparée du peuple et encadrée par le corps des officiers réactionnaires, il veut maintenir l'ordre bourgeois et l'esclavage des travailleurs.

Les organisations ouvrières social-patriotes sont impuissantes devant les coups de l'Etat et du gouvernement bourgeois parce qu'elles ont renoncé à toute politique appuyée sur l'action indépendante de la classe ouvrière et qu'elles prétendent mettre ce gouvernement au service des travailleurs ! Cachin demande au gouvernement de " *faire confiance au peuple et de tenir compte de ses avis* " (5/11). Les organisations social-patriotes s'accrochent au gouvernement, qui est lui-même accroché aux capitalistes. Mais on ne peut pas soutenir un gouvernement bourgeois et armer en même temps le peuple. Voilà pourquoi les organisations social-patriotes capitulent devant le désarmement des " *Milices patriotiques* " et malgré les discours, ne donnent aucun mot d'ordre, aucune directive, aucun conseil aux ouvriers pour une défense efficace contre les entreprises réactionnaires de la bourgeoisie.

Par des discours les social-patriotes veulent masquer leur impuissance. Mais que les ouvriers se rappellent : au dire des staliniens, les FTP étaient les troupes de choc de la classe ouvrière. Mais le gouvernement bourgeois les a assimilés aux FFI sous prétexte d'union des forces de la nation. Les FFI devaient être l'armée du peuple. Mais bientôt la levée en masse fut remplacée par l'enrôlement individuel et puis toujours sous prétexte d'unité, les FFI furent amalgamés aux armées d'Afrique, sous le commandement de l'Etat-major réactionnaire. Restaient les " *Milices patriotiques* " dont l'armement était cependant contrôlé d'en haut et distribué seulement pour des " *missions* ". Maintenant les " *Milices patriotiques* " transformées en gardes civiques doivent être désarmées. Et le gouvernement conseille aux " *patriotes* " qui veulent agir de s'engager dans l'armée ou de donner leur concours à la police. Ainsi, de tout l'élan révolutionnaire qui devait suivre l'insurrection nationale, de l'armement du peuple, il ne reste aux ouvriers que le droit de se faire l'auxiliaire de la police bourgeoise ou de se faire commander par les " *généraux cannibales* ".

Cependant, tandis que le gouvernement s'attaque aux ouvriers, les bandes fascistes, subventionnées par les capitalistes, s'arment impunément, d'autant plus facilement que l'administration et l'armée elles-mêmes ne manquent pas, aux postes les plus responsables, de pareils éléments. Demain ces bandes n'hésiteront pas à s'attaquer aux locaux des syndicats et des organisations ouvrières, aux réunions, aux militants ouvriers.

Ce n'est pas la police bourgeoise, qui maintenant s'attaque aux " *Milices patriotiques* ", qui prendra notre défense. Il nous faut donc préparer cette défense nous-mêmes.

Dans de nombreux endroits, chez Gnôme, chez Hispano, etc., les ouvriers ont refusé de se laisser désarmer. La police a reculé. Les ouvriers doivent tous suivre solidairement cet exemple. Ne rendons pas nos armes à la police bourgeoise : cachons-les en lieu sûr!

Les " *gardes civiques et républicaines* ", légalement désarmées et contrôlées par les Autorités, ne peuvent aucunement servir à la défense de la classe ouvrière. Il faut créer un réseau de milices ouvrières, sur la base de l'entreprise et du quartier, réunissant les ouvriers dévoués sans distinction de Parti, et ayant comme but non pas la défense de " *l'ordre* " en général, mais la défense des usines contre les attaques fascistes, la défense des grèves, des réunions, des syndicats, des organisations et de la presse ouvrières.

Les ouvriers doivent faire pression sur leurs organisations pour qu'une propagande ouverte soit faite en faveur des Milices ouvrières, afin qu'autour des ouvriers courageux des Milices soit créée une atmosphère de sympathie et de soutien de la part de tous les ouvriers. Les milices ouvrières doivent servir de centre pour l'entraînement militaire de tous les ouvriers.

Devant l'attitude et l'action hostile du gouvernement, les travailleurs doivent créer leurs propres organes du pouvoir, capables de soutenir et de diriger l'action des milices ouvrières. Ces organes sont les comités ouvriers, élus démocratiquement, sans distinction de Parti, par tous les ouvriers de l'usine, du quartier ou de la localité.

" *Les ouvriers doivent tendre à avoir des armes comme un gage de leur affranchissement* ". Les ouvriers doivent montrer qu'ils sont prêts à lutter jusqu'au bout contre leurs oppresseurs et qu'ils ont de quoi lutter. La Milice Ouvrière est le premier pas vers l'armement du prolétariat. Seuls les ouvriers en armes peuvent balayer la bourgeoisie et toute sa pourriture. Les armes fabriquées par les ouvriers ne doivent pas être utilisées par les fascistes, ni par la police bourgeoise. Elles doivent être entre les mains du prolétariat comme instruments de son émancipation future.

Vivent les milices ouvrières !

Vive l'armement du prolétariat !

N° 40 La lutte de classes 12 décembre 1944

" *Une classe exploitée sans armes mérite d'être traitée en esclave* " (Lénine)

Vivent les travailleurs grecs défenseurs de la cause prolétarienne !

Après les fusillades de Belgique, le sang coule à flots à Athènes. Qui donc verse ainsi le sang des travailleurs grecs ? Seraient-ce les troupes allemandes en retraite, ou la " *toute-puissante* " 5e colonne ? Non ! Voilà deux mois que la Grèce a été libérée, et pour autant qu'il a été fait allusion à la 5e colonne dans les événements de Grèce, c'est seulement pour accuser les travailleurs grecs d'agir précisément sous son commandement !

Ce sont les troupes du général anglais Scobie et les troupes sélectionnées du gouvernement " *démocratique* " Papaandréou qui mitraillent, bombardent, exécutent les travailleurs hellènes.

Devant ces faits d'une brutalité sans fard, les chefs ouvriers (les bureaucrates qui font carrière au nom des ouvriers) nous disent à peu près ceci : " *Nos amis* " (*Huma* du 7/12) les Anglais et le gouvernement émigré de Papaandréou les mitraillent et ne veulent pas s'appuyer sur le peuple, cependant l'action de PELAS et de l'EAM n'a pas d'autre but que de former un gouvernement " *démocratique* " (c'est-à-dire en union avec le même Papaandréou et pro-allié)

L'attitude odieuse de ces prétendus " chefs " sera accueillie avec mépris par les travailleurs qui ont appris quelque chose de l'expérience d'avant-guerre et notamment de la défaite de l'Espagne rouge, vendue par les " démocrates " du camp républicain et assassinée avec la complicité de Paris et de Londres.

De même que les événements d'Espagne décidaient de notre propre sort en France, les événements de Belgique et de Grèce nous donnent l'avertissement : " *c'est de toi qu'il s'agit dans cette histoire* ". Car tandis que Churchill, ce pionnier de l'anticommunisme dès 1919, déclare cyniquement aux Communes : " *je persisterai* " (dans l'écrasement des travailleurs grecs), les chefs social-patriotes staliniens et " *socialistes* " nous disent : ce qui se passe en Belgique et en Grèce doit être évité en France. Notre union nous sauvera. En France plus que jamais union !

Mais la crise politique profonde qui ronge les pays d'Europe épuisés par cinq années de guerre et qui a mené aux événements de Grèce et de Belgique, a précisément sa base dans cette " *union* " prêchée par les chefs social-patriotes : union avec les Daladier de la " *démocratie* ", union avec le camp impérialiste allié. C'est cette union des chefs ouvriers avec de Gaulle et l'intégration de la France dans le camp impérialiste allié qui nous prépare précisément en France des événements semblables à ceux de Grèce et de Belgique.

Pourquoi, ayant à peine succédé à l'Etat-major allemand et aux gouvernements " *collaborateurs* " belge et grec, les alliés et les gouvernements " *démocratiques* " se sont-ils mis à tirer sur le peuple ? *L'Humanité* du 28/11 affecte une grande surprise : " *C'est là une chose vraiment incroyable...* " Ces " *grands camarades* " et " *guides géniaux* " sont-ils donc plus naïfs qu'un journaliste de province ? Bien entendu ils ne sont pas aussi bêtes. S'ils affectent la surprise, c'est uniquement pour faire oublier que ce sont eux qui ont prêché aux peuples la cause alliée et celle des gouvernements " *démocratiques* " réfugiés à Londres ou au Caire.

Mais nous, qui ne sommes pas de " *grands camarades* ", nous avons clairement averti les travailleurs dans *Les Leçons d'Italie*, le 10 octobre 1943

" *Ce qui se passe dans le Sud de l'Europe depuis le 25 juillet c'est l'image des événements qui demain déferleront sur tout le continent... Il doit être maintenant clair pour tous les ouvriers que la lutte des masses, à la première occasion favorable, pour la conquête de la paix, du pain et de la liberté, se heurtera non seulement à la résistance de l'impérialisme allemand, mais également à l'impérialisme allié et à la bourgeoisie des différents pays en dépendant* ".

Entre la démocratie réelle, c'est-à-dire les travailleurs en armes (Lénine disait : " *Une classe exploitée sans armes mérite d'être traitée en esclave* ") et la domination de la bourgeoisie, de quelque étiquette qu'elle se couvre, il n'y a pas de cohabitation possible. Churchill est certainement un " *démocrate* ", bien plus il est un des chefs de la " *démocratie en lutte contre le fascisme* ". Cependant sur la véritable démocratie, c'est-à-dire les travailleurs armés pour la défense de leurs droits, il s'exprime ainsi :

" *La dernière chose au monde qui ait le droit de représenter la démocratie, c'est une foule désordonnée, ce sont des bandes armées d'engins meurtriers, qui prétendent faire la loi...* "

Papaandréou lui est non seulement un " *démocrate* ", mais aussi un " *socialiste* ". Cependant, devant les " *foules armées* ", " *démocrates* " et " *socialistes* " agissent de la même façon que les SS. La " *démocratie* " de Churchill et le " *socialisme* " de Papaandréou ne sont que des phrases creuses qui ne peuvent pas nourrir le ventre affamé des exploités ; c'est pourquoi la possession des armes devient une question de vie et de mort pour ces derniers. C'est pourquoi aussi devant les travailleurs " *ne voulant plus être traités en esclaves* ", c'est-à-dire en armes, tout " *démocrate* " se sent un Mussolini

ou un Hitler. Les gouvernements soi-disant démocratiques au service de la bourgeoisie ne reculent devant rien pour briser l'élan des ouvriers, pour leur enlever les armes seule garantie de leurs droits, pour les soumettre à la discipline aveugle de l'exploitation capitaliste et à la discipline meurtrière de la guerre impérialiste.

Ce sont ces vérités fondamentales que les chefs staliniens s'évertuent à cacher, car elles démasquent leur politique de trahison à l'égard des exploités.

En effet, qu'ont fait les alliés " *démocratiques* " des staliniens, en Belgique et en Grèce ? En Belgique, Pierlot dont les staliniens se sont fait les garants devant les masses en participant à son premier ministère, a mené l'attaque appuyé sur la " *démocratie* " et au nom de la " *démocratie* ". Les sommets démocratiques de ce qu'on appelle la Résistance ont soutenu Pierlot et son action anti-démocratique. La Résistance a ainsi prouvé sa nature contradictoire : en bas, les masses luttant contre l'exploitation, en haut les partisans de l'impérialisme allié faisant dévier la lutte anti-impérialiste des masses en une lutte impérialiste pro-alliée. Le regroupement politique de la " *démocratie* " officielle contre les masses travailleuses s'est fait avec le même ensemble que celui de la " *démocratie* " du Front Populaire, de Daladier à Blum, se tournant contre la classe ouvrière (1939-1940) sous prétexte de lutter contre le PC. En Grèce même regroupement des forces : tandis que toute la politique des staliniens consiste à vouloir contraindre Papaandréou à maintenir " *l'unité démocratique* ", toute la " *démocratie* " officielle est du côté de la répression, du côté gouvernemental, qui utilise les bandes fascistes armées sous l'occupation allemande ; et le général Zervas, général de la Résistance, commande ses troupes contre l' ELAS.

Les staliniens ont prêché aux ouvriers la renonciation à leurs revendications qui provoquent - répètent-ils après les capitalistes - le fascisme, pour sauver au moins la démocratie. Les travailleurs ont attendu patiemment les " *libérateurs* " pour lesquels ils ont versé leur sang, ils ont renoncé à lutter pour leur propre cause, pour se contenter de la démocratie, c'est-à-dire d'un minimum de bien-être et de liberté. Quelle a été l'œuvre des " *libérateurs* " alliés et des " *démocrates* " au pouvoir ? Comme le disait le chef stalinien Marty lui-même, dans les territoires " *libérés* " " *nulle part rien n'a été changé dans aucun domaine* ". Les instruments de répression créés par les gouvernements soutenus par les Allemands, sont utilisés tels quels par les gouvernements " *démocratiques* " ; si en Grèce il s'agissait d'une nécessité pressante, en France c'est par mesure de prévoyance que de Gaulle transforme les G.M.R. (troupes de répression de Vichy) en G.R.S. - groupes républicains de sécurité (sic).

N'avions-nous pas raison d'écrire (au moment du débarquement) :

" Les masses ont subi dans cette guerre tous les plans des impérialistes. Toutes les cliques politiques à leur service nous ont bercés tour à tour de promesses. Mais les travailleurs savent ce que deviennent ces promesses chaque fois qu'ils aident un clan bourgeois contre l'autre : de la mitraille pour les opprimés qui réclament leur droit à la vie ".

A propos de l'attitude des staliniens en Belgique, *le Populaire* du 6/12 écrit :

" Les communistes posent comme condition de leur appui au cabinet Pierlot qu'il n'y aura pas de bloc de puissances occidentales en Europe ".

Nous avons ici l'explication pourquoi les staliniens, contrairement à ce qu'ils ont fait en Belgique et en Grèce, continuent à participer en France à un gouvernement qui ne se distingue en rien de celui d'un Pierlot ou d'un Papaandréou.

Supposons cependant que de Gaulle ne complot pas contre les masses populaires : qu'il ne se fasse pas le paravent derrière lequel se préparent les forces de répression capitalistes, fascistes et autres ;

supposons que par l'armée et la police, il veuille seulement maintenir " l'ordre ". Cependant comme les 200 familles (grâce à la politique " démocrate " des staliniens) n'ont pas été expropriées, la source du fascisme reste vivante ; tous les jours nous avons la preuve, entre autres par les attentats qui se multiplient, que les bandes anti-ouvrières sont à l'œuvre. Et le gouvernement, même s'il n'est pas complice de cette activité, ne peut en tout cas pas la réprimer car elle est dirigée par les capitalistes, maîtres de l'administration et de tous les leviers de commande économiques. La classe ouvrière exaspérée peut d'un jour à l'autre riposter à ces attaques et descendre dans la rue - comme cela a été fait par l'unanimité du prolétariat le 12 février 1934, à la suite du 6 février. Mais dans un conflit ouvert, où les masses entreraient en lutte directement par leurs propres moyens, celles-ci seraient aux yeux du général de Gaulle, défenseur de " l'ordre ", une " foule désordonnée " (voir Churchill) contre laquelle devraient se liguer tous les représentants de la bourgeoisie (en premier lieu le gouvernement et l'Etat-major allié).

Le capitalisme britannique, appuyé sur les gouvernements collaborateurs Pierlot et Papaandréou, mène l'attaque en Belgique et en Grèce dans le but de s'assurer, en matant toute opposition politique dans ces pays, des positions stratégiques sur le continent (" bloc occidental " contre l'URSS). La " neutralité " américaine n'est que la volonté de Roosevelt d'intervenir comme arbitre dans le conflit.

Personne ne s'est élevé effectivement contre l'action de l'impérialisme anglais en Grèce. Cette action, il la mène avec l'appui des chefs travaillistes, misérables social-patriotes qui protestent platoniquement, mais assurent Churchill de leur appui inconditionné jusqu'à la victoire, c'est-à-dire jusqu'au triomphe de l'impérialisme.

Cependant il n'y a aucune différence entre l'impérialisme anglais et l'impérialisme allemand ; car il n'y a pas d'impérialisme " démocratique " et d'impérialisme fasciste, il n'y a que l'impérialisme, c'est-à-dire la nécessité pour les quelques vieux pays capitalistes à se disputer périodiquement leurs brigandages sur le dos des peuples. La démocratie, en Angleterre, signifie pour les travailleurs anglais le droit de décider toutes les quelques années quels représentants bourgeois les représenteront et opprimeront au Parlement (Marx). Mais les soldats britanniques, malgré l'étiquette démocratique, on le voit en Grèce, accomplissent la tâche commandée par l'Etat-major de la même façon que les soldats allemands. Est-ce qu'ils ont eu la possibilité de protester contre la tâche que leur a commandée Scobie ? Non. Ils sont enchaînés aussi solidement que les soldats allemands au corps des officiers et à l'Etat-major impérialiste, par la discipline militaire, c'est-à-dire les Cours martiales, et l'abrutissement des casernes. Ici comme partout il faut briser les chaînes idéologiques et matérielles qui font du soldat l'esclave du corps des officiers.

Et nous arrivons ainsi à la différence essentielle qui nous sépare nous, les internationalistes, des social-patriotes. Le 19 septembre Duclos dénonçait les trotskystes comme les agents de l'impérialisme allemand, parce qu'ils mettaient " les Anglais et les Américains sur le même plan que les Boches " et qu'ils blâmaient " les patriotes s'appliquant à descendre les Allemands ".

Nous étions contre l'assassinat des soldats allemands enchaînés à leur Etat-major. Nous étions pour une action qui devait unir les travailleurs français aux travailleurs-soldats allemands, pour briser précisément les chaînes matérielles et morales qui attachaient ces derniers à leur Etat-major. Les staliniens étaient pour la lutte sans distinction contre l'occupant, c'est-à-dire pour enchaîner tous ceux qui portaient l'uniforme allemand à la même nécessité de combattre en bloc le peuple français. Les staliniens préconiseraient-ils aujourd'hui en Grèce qu'on descende tout Anglais qui combat le peuple grec ? Quant à nous, nous avons exposé plus haut notre conception : elle est de lutter pour l'union et la fraternisation de tous les travailleurs, quel que soit leur uniforme.

Aujourd'hui il est prouvé par les faits que les trotskystes avaient raison d'identifier les Etats-majors de tous les pays ; l'Etat-major anglais ne diffère en rien de l'Etat-major allemand dans son attitude vis-à-vis des masses travailleuses. Les trotskystes avaient raison et les chefs staliniens sont de vulgaires calomniateurs. " *Les trotskystes* ", disaient-ils, " *sont des agents de la Gestapo parce qu'ils sont contre les alliés* ". Voilà qu'aujourd'hui, le chef des alliés, Churchill, fort de l'investiture " *démocratique* " des staliniens, proclame :

" *Les éléments de l'ELAS (dirigés par les staliniens) qui nous combattent en Grèce sont dirigés par des Allemands* ".

Les staliniens sont des calomniateurs sans vergogne, mais les trotskystes ont cent fois raison quand ils accusaient et accusent les staliniens d'être, malgré tous les coups de pied qu'ils en reçoivent, les agents vulgaires et méprisables de l'impérialisme " *démocratique* " allié.

Le conflit entre la " *démocratie* " impérialiste et les masses travailleuses en Belgique et surtout en Grèce, quelles qu'en soient les péripéties immédiates, a déjà une signification révolutionnaire décisive dans la marche de la guerre civile qui, comme la guerre, est engendrée constamment par l'impérialisme : ce conflit déchire le voile idéologique (" *démocratie contre fascisme* ") dont se couvrent les brigands capitalistes pour entraîner les masses sur les champs de bataille.

L'influence de ce conflit ne se limite pas au camp " *démocratique* " : les travailleurs allemands verront aussi que les peuples d'Europe ne sont pas " *anti-boches* ", mais anti-impérialistes. " *L'anti-bochisme n'est qu'une marchandise impérialiste alliée* " : les peuples d'Europe qui ont combattu ou qui combattent l'occupation impérialiste allemande, quelles que soient les formules imposées par leurs dirigeants, ne veulent en réalité que se débarrasser de toute exploitation, de toute oppression. " *L'Allemagne seule* ", argument suprême des dirigeants allemands pour la poursuite de la guerre, apparaîtra dès lors aux travailleurs allemands comme une conséquence des relations impérialistes entre les peuples.

Mais si les peuples montrent qu'ils veulent lutter contre le monde impérialiste lui-même, c'est-à-dire gagner la liberté, le pain et la paix contre tous les exploiters, dès lors leur union devient, d'une possibilité, un fait déjà existant.

C'est à l'activité révolutionnaire consciente, à la IVe Internationale, d'utiliser ce fait pour mener à la victoire socialiste. Quelle que soit notre faiblesse, les événements travaillent pour nous. Dans la lutte décisive contre l'exploitation barbare et la guerre impérialiste, nous nous renforcerons (et nous nous renforçons déjà), si nous savons exprimer dans notre politique, non pas l'hésitation devant la politique des Partis officiels, mais l'intransigeance et le radicalisme des masses les plus profondes.

Les masses sont cent fois plus à gauche que leurs dirigeants, disait Lénine. Et les travailleurs de Grèce le prouvent effectivement, car ils n'ont pas un instant hésité à combattre les alliés " *démocratiques* ", quand ceux-ci ont montré leur véritable visage.

Dévoiler aux masses, envers et contre tous, le véritable visage de l'impérialisme et de ses serviteurs social-patriotes, être avec elles jusqu'au bout dans la lutte, voilà la tâche des véritables révolutionnaires.

A eux appartient l'avenir, dussent-ils le " *payer* " des plus grands sacrifices.

En avant vers la IVe Internationale !

N° 44 La lutte de classes 21 février 1945, La Pologne entre la tombe et la prison...

Quand en septembre 1939 Hitler attaqua la Pologne, ce fut le pacte liant celle-ci à l'Angleterre qui, par le jeu des alliances (Pologne-Angleterre-France) déclencha la deuxième guerre mondiale. " *Le respect de la parole donnée* ", la " *fidélité aux traités l'inviolabilité des frontières polonaises* ", furent invoqués par les gouvernements de Londres et de Paris pour justifier le nouveau massacre.

Quelles étaient ces frontières " *inviolables* " de la Pologne que tous les partisans de la liberté et de la démocratie devaient soi-disant défendre ?

Le tracé des frontières polonaises par les profiteurs de la première guerre mondiale, les capitalistes de l'Entente, firent de la Pologne le type même de l'Etat réactionnaire. La nation polonaise avait été crucifiée par l'histoire, car depuis 1772 les tsars de Moscou, les empereurs d'Autriche et les rois de Prusse se l'étaient trois fois partagée. Pendant la guerre de 14-18, tant qu'il y eut un tsar en Russie, les alliés, loin de songer à l'indépendance de la Pologne, devaient au contraire livrer à la Russie Constantinople et les Dardanelles. Mais la Révolution prolétarienne victorieuse d'Octobre 17 fit changer la politique des alliés, qui utilisèrent la question polonaise non pas pour libérer la Pologne mais pour en faire un instrument contre les Soviets. C'est ainsi que la Pologne ne fut émancipée que pour se transformer à son tour sous la domination des capitalistes et des hobereaux polonais, en oppresseurs de treize millions de Biélorussiens arrachés à la Russie des Soviets en 1920, d'Allemands (Dantzig) et de minorités nationales, notamment plusieurs millions de Juifs qui subirent de la part des hobereaux polonais le système d'oppression que plus tard Hitler devait porter à la perfection.

C'est cette Pologne disparue en 1939 par l'attaque de Hitler que veut ressusciter la clique capitaliste polonaise de Londres, avec l'appui des alliés. L'avance de l'Armée Rouge a réduit à néant ce plan.

Résolue par la bureaucratie soviétique, la question polonaise fut envisagée par celle-ci suivant un système de sécurité politique et militaire, de modèle capitaliste. La nouvelle Pologne fabriquée à Moscou doit s'étendre en territoire allemand, c'est-à-dire tracer à nouveau des frontières dans la chair vive des nations, dresser les uns contre les autres Polonais et Allemands. Par ce " *système* " la bureaucratie espère non seulement écraser l'Allemagne, mais maintenir les Polonais sous sa férule. Utilisant dans ce but le Comité polonais dit de Lublin, composé de canailles aussi illustres que celles de Londres, la bureaucratie soviétique infligera à la Pologne, au point de vue national, ce qu'elle a déjà connu dans le passé, tout en maintenant la structure capitaliste de la Pologne !

Pour comprendre la situation ainsi faite à la Pologne, il suffit de rappeler que, voulant plaider l'entente du peuple polonais avec la Russie, *Le Populaire* citait les paroles suivantes : " *Si la Russie est une prison, l'Allemagne est un tombeau* ".

Mais la Pologne ouvrière et paysanne ne doit pas choisir entre la tombe et la prison. Avec les autres peuples opprimés, avec les exploités du monde entier, les travailleurs polonais prendront la voie de la IVe Internationale. Car cette voie seule, par la révolution mondiale, mène à l'écroulement de l'impérialisme aussi bien allemand qu'allié, et délivrera l'URSS de sa bureaucratie. Dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe tendant une main fraternelle à l'URSS régénérée, la Pologne renaîtra à une vie nouvelle et libre. C'est pourquoi la IVe Internationale soutient le droit du peuple polonais à disposer de lui-même non seulement contre les impérialistes de Berlin et de Londres, mais aussi vis-à-vis de la bureaucratie soviétique. Une Pologne capitaliste est vouée définitivement à l'exploitation et à l'oppression ; vive une Pologne socialiste soviétique, indépendante de la bureaucratie de Moscou.

N° 47 La lutte de classes 21 mai 1945, le sang coule en Afrique du nord

Quand il y a quatre mois le C.N.R., ornement démocratique de la " *IVe République* ", faisait la demande aussitôt repoussée- d'une " *commission d'information* " sur la situation en Afrique du Nord, notre journal écrivait (n° 42) :

" Seule la politique des colons est approuvée par le gouvernement : répression colonialiste sans phrases. Ici il n'y a pas de place pour les balivernes du C.N.R. "

L'aggravation constante de la situation en Afrique du Nord, où les masses en proie à la famine et aux maladies en étaient arrivées à se nourrir d'herbes, l'attitude de l'administration coloniale qui, sur l'ordre des colons, ne trouvait d'autre remède à cette situation que les brimades, les emprisonnements et les provocations, devait aboutir à un conflit sanglant.

Ce conflit que les hypocrites de la Métropole voulaient éviter au moyen de phrases " *démocratiques* ", le gouvernement le prévoyait et s'y préparait de longue date. L'artillerie lourde, les tanks, les avions, dont on poussait la production " *parce qu'on en manquait pour vider les poches de l'Atlantique* ", il les avait mobilisés pour sa besogne réactionnaire. Avec une férocité toute capitaliste la répression s'est abattue sur les masses nord-africaines et a transformé le pays en un vaste Oradour-sur-Glane.

Cependant que l'impérialisme répondait par les bombardements, les tortures, les viols et les pillages aux manifestations des masses nord-africaines pour le pain et pour la liberté, dans la presse bourgeoise et social-chauvine, ce ne fut qu'un cri pour condamner les indigènes et leur reprocher de s'être laissés guider par les provocateurs de la 5° colonne.

Mais la lutte a pris une telle envergure et une telle profondeur populaire, que *L'Humanité* s'est vue obligée d'admettre le 15 mai que la cause des événements était une situation où " *on affame les masses musulmanes, on les prive de tout tissu, au point que les femmes de l'intérieur ne peuvent sortir, car elles sont pratiquement nues* ", comme le disait notre journal dès janvier.

Y a-t-il un remède à cette situation ? *L'Humanité* demande au gouvernement et notamment au ministère de l'intérieur, de " *châtier les traîtres et les provocateurs et pratiquer à l'égard des populations musulmanes une politique d'humanité et de démocratie dans notre intérêt commun* " (12 mai).

Cela revient à demander au gouvernement réactionnaire et colonialiste, protecteur des colons et ennemi des fellahs, de se transformer en ami des fellahs et ennemi des colons, de même qu'ici *L'Humanité* ne cesse de " *demander* " au gouvernement des trusts de se transformer en gouvernement du peuple. Comme le disait Trotsky, " *autant demander du lait à un bouc* ".

Mais même si le gouvernement, qui a montré qu'il n'était capable que de répression, pouvait prendre quelques mesures économiques en faveur des populations nord-africaines, " *à notre époque on ne peut plus maintenir assujetti un peuple qui veut sa liberté et son indépendance* ".

Si les travailleurs français ne veulent pas apparaître aux yeux des masses nord-africaines comme les soutiens des entreprises coloniales du capitalisme, ils doivent rejeter cette politique et reconnaître sans conditions le droit à l'indépendance totale des peuples arabes de l'Afrique du Nord.

De même que, pour permettre les échanges économiques avec l'Afrique du Nord et combattre la famine, ils doivent soutenir la lutte des masses indigènes pour l'expropriation des colons monopoleurs et l'expulsion de l'administration coloniale au service des trusts.

Le PC, quand il était encore fidèle au communisme, a soutenu Abd-et-Krim dans sa lutte armée contre l'impérialisme français. Aujourd'hui *L'Humanité* demande au gouvernement de " *punir comme ils le méritent les chefs pseudo-nationalistes* " (19-5).

La IVe Internationale, porte-drapeau de la lutte anti-impérialiste, assure les peuples de l'Afrique du Nord et leurs leaders de toute sa sympathie et de tout son soutien, et leur crie avec tous les ouvriers conscients de France : :

Vive l'indépendance de l'Afrique du nord!

N° 48 La lutte de classes 11 juin 1945, l'Allemagne, image de notre avenir capitaliste

Comme en 14-18, la politique des social-chauvins a été tout au long de cette guerre "*Mort aux boches*", sous prétexte que tous les Allemands étaient complices de la politique de leur bourgeoisie. En même temps les social-chauvins continuaient à s'intituler communistes et socialistes.

Mais l'essence du communisme ou du socialisme c'est la solidarité internationale des travailleurs. En agissant contre cette solidarité, les social-chauvins rampent servilement devant la bourgeoisie, qui, elle, mène la lutte sans interruption contre le communisme ou le socialisme, sous prétexte que ces "*utopies*" affaiblissent l'union nationale et mettent en danger toutes les classes devant la menace extérieure. En effet, si dans la personne de la classe ouvrière allemande, un des chaînons les plus importants de la solidarité communiste s'est rompu, le Parti communiste français, par son action de 1924 contre l'occupation de la Ruhr, ne serait-il pas responsable du relèvement du "*militarisme allemand*" ?

Mais si on n'accepte pas ce raisonnement, il faut pouvoir répondre à la question pourquoi le prolétariat allemand n'a-t-il pas accompli sa révolution ? De la réponse à cette question dépendent les tâches et le sort du mouvement ouvrier.

La défaite de 1933 du prolétariat allemand

La classe ouvrière peut toujours se relever d'un combat même si celui-ci lui a été défavorable. Mais la défaite de 1933 du prolétariat allemand a été une catastrophe parce que ses chefs le firent capituler devant Hitler sans combattre.

Même au pouvoir, Mussolini n'a pu vaincre d'un seul coup toute opposition de la classe ouvrière sans une série de combats d'arrière-garde. Mais en Allemagne où avant 1933 il y avait une armée prolétarienne sur pied de guerre bien plus considérable qu'en Italie, les chefs socialistes et communistes ont commandé aux travailleurs: "*Bas les armes*" ! Ils justifiaient cette politique en répétant encore six mois après l'arrivée de Hitler au pouvoir que celui-ci ne s'y maintiendrait pas longtemps ; grâce à l'inactivité des partis ouvriers, la bourgeoisie avait réussi à submerger le pays de ses bandits armés (tels les miliciens de Darnand, Doriot, etc. en France) et en écrasant la classe ouvrière, avant-garde socialiste, enlevait aux autres couches de la nation tout autre guide si ce n'est celui de la bourgeoisie impérialiste.

Or, une défaite sans combat est la plus terrible des défaites. Elle démoralise la classe ouvrière et lui fait perdre toute confiance dans ceux qui l'y ont mené. Par leur politique, les partis réformiste et stalinien ont discrédité aux yeux des ouvriers le drapeau même du communisme et du socialisme dont ils se réclamaient.

C'est ainsi que le fascisme, grâce à la faillite morale de la social-démocratie et surtout des staliniens, a obtenu un succès décisif : la répression menée à une échelle sans précédent, aboutit non pas seulement à la paralysie momentanée, mais à la disparition des organisations de la classe ouvrière allemande.

Dans ces conditions de démoralisation et d'atomisation de la classe ouvrière allemande, celle-ci ne pouvait plus compter pour son relèvement que sur un appui extérieur. Mais là encore les réformistes et les staliniens ont mené une politique qui n'a servi que les intérêts de nos ennemis.

Trotsky disait en 1937

" Il est nécessaire d'avoir en France un mouvement révolutionnaire. Si nous disons que tout le peuple, le prolétariat et la bourgeoisie, doit combattre l'Allemagne fasciste, Hitler dira alors : " vous voyez que toute l'humanité est contre la nation allemande ". C'est le meilleur climat, le ciment national que Hitler possède. Il s'en est nourri. Il est nécessaire de continuer l'opposition révolutionnaire au gouvernement en France en vue de donner la possibilité à la révolution de se développer en Allemagne ".

Mais les partis réformiste et staliniste n'ont pas mené pendant la guerre une politique internationaliste, mais une politique de résistance impérialiste aux ordres des alliés.

La coalition de la bourgeoisie internationale,

en portant le fascisme au pouvoir la bourgeoisie allemande a écarté le danger de la révolution prolétarienne. C'était là le but qui intéressait la bourgeoisie mondiale et elle en fut complice.

C'est pourquoi Trotsky, en s'adressant à l'Union Soviétique, préconisait en 1933, aussitôt après l'arrivée de Hitler au pouvoir, une guerre préventive pour abattre son régime avec l'appui du prolétariat mondial. Mais Staline avait déjà inauguré une politique de coulisses de diplomatie secrète et d'entente avec la bourgeoisie qui l'empêchait de voir le danger et la catastrophe qui allait s'abattre sur l'URSS.

Comme conséquence de la guerre, la bourgeoisie redoutait avant tout la révolution prolétarienne. Aussi sa politique tendait-elle de toutes ses forces à diviser le monde ouvrier et à semer la haine entre les peuples. Mais en ce qui concerne les relations des capitalistes entre eux, voici ce qu'en disent les Izvestia : *" La guerre n'a pas rompu les liens économiques internationaux du capitalisme allemand "*.

Maintenant que la guerre contre l'Allemagne est finie, l'atomisation du prolétariat allemand réalisée par le fascisme est maintenue et renforcée par les alliés, du fait du découpage du pays, de la dispersion des travailleurs prisonniers et des lois de gouvernement militaire. La presse fait état de l'utilisation de cadres nazis pour le *" maintien de l'ordre "*. Les églises sont le seul endroit où les réunions soient permises. Et si les ouvriers français oublient trop souvent que dans les horribles camps de concentration de Dachau et d'ailleurs les fascistes ont torturé d'abord des militants ouvriers allemands, les alliés, eux, ne se gênent pas de traiter en pairs les généraux allemands Goering, Busch, Paulus, etc. Les alliés ont achevé l'œuvre du fascisme : détruire une des principales forces prolétariennes d'Europe, la classe ouvrière allemande.

L'Allemagne, image de notre avenir capitaliste

Monmousseau lui-même, qui par ailleurs est un des plus répugnants social-chauvins, est obligé de dévoiler le caractère de classe du nazisme :

" Entre l'aristocratie enjuponnée du faubourg St-Germain qui, au lendemain de la semaine sanglante, plantait la pointe de ses ombrelles dans les yeux des Communards enchaînés, et la clique dirigeante du parti nazi, il n'y a qu'une différence de race ". (Vie Ouvrière 26-4-45).

Le fascisme a en effet son origine dans la lutte de classes. La bourgeoisie allemande qui, tout comme à l'heure actuelle la bourgeoisie française, voulait maintenir sa *" grandeur "* dans le monde malgré sa défaite de 1918, visait à rejeter tout le poids de la décadence de son régime social sur les masses

travailleuses. Elle devait pour cela écraser en premier lieu la classe ouvrière, avant-garde de la lutte anticapitaliste. La bourgeoisie n'a pas hésité dans ce but à nourrir, à financer et à lancer contre le prolétariat la canaille déclassée de toutes les classes, spécialement de la petite-bourgeoisie organisée en bandes fascistes. C'est le désespoir collectif d'une petite-bourgeoisie ruinée et acculée à la faillite qui a permis au fascisme d'organiser ses bandes, scientifiquement ensauvagées.

Toutes les bourgeoisies européennes se trouvent actuellement devant la même situation qu'a connue la bourgeoisie allemande. Etant donné la part de plus en plus décroissante du capitaliste européen dans le monde, la bourgeoisie se trouve dans la nécessité d'écraser les masses sous le fardeau du militarisme et de sa décadence économique. Elle n'hésite pas pour cela d'ouvrir les écluses de la barbarie, que l'on sent monter tous les jours. S'il y a une différence de race, l'Allemagne ne fait que nous devancer dans le temps, si la bourgeoisie doit rester maîtresse des destinées de ce pays.

Si l'exemple de l'Allemagne démontre quelque chose c'est justement qu'il ne faut pas lui emboîter le pas, qu'il ne faut pas continuer ses méthodes contre d'autres victimes, qu'il ne faut pas aider notre bourgeoisie à traiter l'Allemagne et d'autres pays (colonies etc.) comme Hitler traitait l'Europe.

Il faut au contraire se pénétrer du danger terrible qui en découlerait pour nous et s'en faire une volonté d'étouffer la source de barbarie que représente notre propre bourgeoisie et pour tous les ouvriers la bourgeoisie de leur propre pays. La tâche des communistes à travers le monde reste : relier la chaîne de solidarité internationale de tous les exploités contre l'impérialisme.

N°49 La lutte de classes 11 juillet 1945 : A qui profite le chauvinisme ?

La CGT a publié un communiqué dans lequel elle revendique le contrôle sur l'utilisation des prisonniers allemands, afin que leur emploi ne " concurrence pas les conditions d'existence " des ouvriers français et n'entraîne pas leur chômage.

Ce problème, extrêmement sérieux pour les conditions de travail et d'existence de tous les ouvriers en France, la direction de la CGT a donc jugé utile de le poser à l'ordre du jour. Mais en pratique, son attitude chauvine, radicalement contraire à l'esprit ouvrier, joue d'ores et déjà contre les ouvriers français et facilite la politique patronale.

Nous reproduisons ici notre tract diffusé à l'usine Renault et diffusé à la suite d'un incident concernant les prisonniers allemands :

" La direction de chez Renault vient de publier un avis menaçant les ouvriers de renvoi immédiat au cas où ils seraient surpris à donner un peu de tabac ou une friandise quelconque aux prisonniers allemands qui font du travail forcé dans l'usine. Cet avis vient à la suite d'un incident soulevé par les responsables syndicaux à propos d'un geste de solidarité (un ouvrier qui a offert un peu de tabac à un prisonnier allemand).

Camarades, pouvons-nous imaginer un tableau plus répugnant ? "

Un exploité qui gagne péniblement sa vie fait le geste humain de soulager la souffrance d'un autre travailleur qui possède encore moins que lui. Aussitôt, sous prétexte de crimes perpétrés pendant l'occupation impérialiste allemande en France, les responsables syndicaux s'adressent à la direction pour que celle-ci puisse ajouter une brimade de plus aux autres multiples qu'elle exerce déjà contre les ouvriers de son usine. Qui est la direction ? La direction du grand trust soi-disant nationalisé de Renault (or il n'y a rien de changé aux conditions de travail, où tout se passe comme sous l'ancien patron), et tous les capitalistes français roulent sur l'or et vivent de la richesse extraite du travail pénible des

travailleurs de toute race et de toute nationalité (français, coloniaux, etc.). Ils maintiennent les travailleurs en esclavage par la violence et le mensonge, et les font s'entre déchirer pour mieux les exploiter. Tandis qu'ils enseignent aux ouvriers la haine contre d'autres ouvriers, les capitalistes traitent leurs confrères étrangers avec beaucoup d'égards. On le voit clairement dans la façon dont la finance alliée traite par exemple Goering et sa femme (repas somptueux, château, voiture, domestiques). Il n'y a évidemment pas de Goering aux travaux forcés chez Renault pour expier ses crimes.

Proposons donc aux responsables syndicaux, au lieu de ramper devant la direction, de faire une enquête sur l'origine des prisonniers allemands travaillant chez Renault, vous verrez que leur écrasante majorité sont des travailleurs comme vous, qui en Allemagne, comme vous en France, ont été exploités par leur Renault et Cie, qui comme vous n'ont jamais connu aucune des véritables joies de l'existence, qui comme vous ont été un beau jour mobilisés en 1939 et obligés sous menace de pendaison de marcher contre les travailleurs d'en face.

Oui, la France a été saignée et maltraitée, il y a eu les camps de déportation et de torture (où se trouvaient d'ailleurs aussi des ouvriers allemands). Mais est-ce que l'Allemagne n'a pas été transformée aussi en un monceau de ruines, est-ce qu'on ne veut pas exterminer aussi les ouvriers allemands, tandis que les capitalistes allemands commencent déjà à collaborer et à faire des affaires, est-ce que malgré cette extermination réciproque vous pouvez oublier que depuis 1939 les capitalistes de tous les pays n'ont été empêchés par aucune circonstance de guerre de ramasser l'or dans le sang des travailleurs ?

Camarades, au nom de la classe ouvrière consciente, dont le destin historique est d'émanciper le monde entier de l'exploitation capitaliste et des guerres fratricides, nous condamnons et dénonçons comme misérable et digne de mépris cette attitude des responsables syndicaux ; qu'ils se rétractent ! Faites enquête parmi les travailleurs allemands ! N'oubliez pas que le traitement qui leur est infligé décide de vos salaires aussi, car les capitalistes sont contents d'avoir à leur merci de la main-d'œuvre forcée, pour mieux faire pression sur vos propres salaires et conditions de vie. Rappelez-vous les exemples du passé. Défendez les opprimés qui sont à côté de vous pour mieux vous défendre vous-mêmes, défendez-vous ensemble, pour qu'un jour enfin puisse cesser cette condition de l'ouvrier s'épuisant comme une rosse servile au service de ses exploiters.

Exactement à l'image des capitalistes allemands, les capitalistes français écrasent les travailleurs étrangers de façon à donner l'illusion à leurs propres esclaves "libres " (les ouvriers français) qu'ils sont des privilégiés. Faites comprendre aux travailleurs allemands que cette comédie ne durera pas indéfiniment, qu'elle sera brisée par la solidarité de tous les exploités de chez Renault, pour qu'enfin justice soit faite contre les véritables responsables de la guerre et de nos misères. "

La veille du jour où ce tract a été diffusé, deux travailleurs avaient été congédiés pour avoir parlé à des ouvriers allemands. Des faits relatés il ressort avec évidence que le chauvinisme des bureaucrates syndicaux les amène à recourir à l'arbitrage de la direction patronale, pour que celle-ci fasse la police entre les travailleurs de différentes catégories. Ils reconnaissent donc, de fait, au patron le droit de disposer à sa guise de ses salariés. Il est certain dans ce cas que la revendication des dirigeants pourris de la CGT, demandant que l'utilisation des prisonniers allemands ne concurrence pas les conditions d'existence des ouvriers français, ne pourra, comme tant d'autres, que rester sur le papier. Quelle doit être l'attitude des ouvriers français pour réellement faire aboutir cette revendication ?

Le patronat ayant à sa disposition une armée de travail misérablement traitée (en la personne des prisonniers allemands), fait automatiquement pression sur tous les autres travailleurs (loi de la concurrence). D'autre part, cette armée de travailleurs étant composée de prisonniers et astreinte au travail forcé, le patronat l'a à sa merci pour l'utiliser en cas de grève des ouvriers français et briser ainsi

ces mouvements. L'intérêt évident des ouvriers français c'est donc d'exiger l'abolition de tout travail forcé et le statut des travailleurs libres pour les ouvriers étrangers, quelle que soit leur nationalité.

Pour que la CGT puisse avoir le contrôle sur ses ouvriers, quel est le meilleur moyen (dans un esprit véritablement ouvrier), si ce n'est d'étendre à tous les travailleurs les droits syndicaux ?

Au lieu de cela les bureaucrates chauvins se font les garde-chiourmes entre les ouvriers français et allemands, imitant en cela les nazis, puisque ceux-ci empêchaient aussi, par des sanctions, les ouvriers allemands de parler aux travailleurs étrangers (ce qui n'a d'ailleurs pas empêché les ouvriers allemands de faire des gestes de solidarité à leur égard, comme le savent très bien les prisonniers rapatriés).

Si la CGT craint que la présence des prisonniers allemands n'entraîne le chômage des ouvriers français, il faut exiger le renvoi des prisonniers dans leurs foyers.